

AUDIENCE AU PALAIS DU GOUVERNEMENT

LE PREMIER MINISTRE REÇOIT LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a reçu, lundi à Alger, le ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, M. Elmedin Konakovic, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 10 Dhou El-Qi'da 1447 - 28 Avril 2026 - N° 1294 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

PALUDISME

PLUS DE 64% DES YÉMÉNITES MENACÉS PAR L'ÉPIDÉMIE



Face à la crise humanitaire au Yémen, l'Organisation mondiale de la santé a lancé une alerte concernant la situation préoccupante liée au paludisme.

P.7

PARTENARIAT USTHB-PÊCHE

POUR HISSER LA FILIÈRE AUX NORMES INTERNATIONALES

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a signé, lundi à Alger, une convention de partenariat avec l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), visant à renforcer la qualité, la compétitivité et l'alignement de la production aquacole nationale sur les normes internationales.

P.2

COMMERCE, PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE ET
RÉGULATION DE L'IMPORTATION

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion de travail consacrée au secteur du commerce, à la protection de la production nationale et à la régulation de l'importation, notamment en ce qui a trait à la lutte contre le phénomène de réexportation de produits importés, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Il a également été décidé, lors de cette réunion, "la création de la carte de l'exportateur et de l'importateur, laquelle contiendra l'ensemble des données relatives à son détenteur", ajoute le communiqué.

LA CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LA POLIOMYÉLITE COURONNÉE DE SUCCÈS GRÂCE À UNE FORTE MOBILISATION SANITAIRE ET PARENTALE

Les bilans définitifs de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, qui a permis d'atteindre 95 % de la population ciblée, ont été dévoilés lundi à Alger.

P.2

LA CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LA POLIOMYÉLITE COURONNÉE DE SUCCÈS GRÂCE À UNE FORTE MOBILISATION SANITAIRE ET PARENTALE

Les bilans définitifs de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, qui a permis d'atteindre 95 % de la population ciblée, ont été dévoilés lundi à Alger.

Par Halim Dardar

À cette occasion, le sous-directeur des programmes de vaccination au ministère de la Santé, M. Laid Youcef, a souligné que les « résultats très satisfaisants » obtenus traduisent une mobilisation remarquable ainsi qu'une adhésion massive des parents. Selon lui, cette dynamique a largement contribué à consolider l'immunité collective chez les enfants, la vaccination demeurant un levier fondamental pour préserver la santé publique.

Il a également rappelé que la première étape de la campagne, tenue du 30 novembre au 4 décembre 2025, a permis d'atteindre un taux de couverture notable de 95 %. La seconde phase, organisée du 21 au 30 décembre, a enregistré une progression à 96 %, tandis que la troisième, qui s'est déroulée du 25 janvier au 5 février, a affiché un taux de 94 %.

Le responsable a en outre indiqué



que le ministère de la Santé a déployé des moyens humains et logistiques importants, mobilisant « 25 000

professionnels du secteur sanitaire et plus de 7 000 structures de vaccination à travers l'ensemble des wilayas

», en plus d'équipes mobiles, notamment dans les régions de l'extrême Sud. Cette organisation visait à assurer l'accès à tous les enfants concernés, âgés de deux mois à cinq ans.

De son côté, le directeur de la prévention et de la promotion de la santé, le Pr Djamel Fourar, a salué la réussite de cette opération nationale destinée à renforcer l'immunité collective des plus jeunes. Il a également insisté sur la nécessité d'adopter des vaccins de dernière génération afin de suivre l'évolution de la situation sanitaire à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, les représentants des organisations internationales présentes en Algérie, telles que UNICEF et Organisation mondiale de la santé, ont exprimé leur satisfaction quant au succès de cette initiative, estimant que ces résultats encourageants témoignent de l'engagement constant de l'Algérie en faveur de la protection et du bien-être des enfants.

H.D

GESTION DE L'EAU EN ALGÉRIE

ENTRE CONTRAINTES ET SOLUTIONS DURABLES

M. Mouhouche, expert en agronomie et en hydraulique, a, lors de son intervention dans l'émission « L'invité du jour » sur la chaîne III de la radio algérienne, analysé la problématique des ressources en eau, considérée comme un défi majeur en Algérie.

Par Malika Azeb

À la question relative à la décision prise par le ministre des Ressources en eau, Lounes Bouzegza, lors de sa récente visite de travail à Annaba, d'interdire l'utilisation de l'eau potable dans l'agriculture et l'industrie, M. Mouhouche a déclaré que cette décision méritait d'être nuancée.

Selon lui, « certaines situations peuvent justifier un usage encadré, tandis que d'autres doivent impérativement l'exclure ».

Il a précisé que l'utilisation de l'eau potable dans les secteurs agricole et industriel n'est pas indispensable, d'autant plus qu'il existe d'autres alternatives d'approvisionnement, telles que la récupération et le recyclage des eaux usées, permettant de réduire la consommation d'eau potable.

Dans ce contexte, Brahim Mouhouche a affirmé que « la généralisation du recyclage des eaux usées et leur réutilisation dans l'industrie constituent une pratique encore insuffi-

fisamment développée ; cette orientation permettrait de préserver les ressources de qualité pour les usages essentiels ».

Il a également rappelé que l'alimentation en eau potable figure parmi les principaux problèmes auxquels le pays est confronté, bien avant toute autre contrainte structurelle, tout en soulignant que l'eau destinée à la consommation humaine ne représente que 3 à 5 % des besoins nationaux.

Concernant la gestion de cette ressource stratégique, cet expert estime que « la priorité doit être accordée à l'alimentation en eau potable, suivie de l'abreuvement des animaux, puis des cultures pérennes, ensuite des cultures annuelles et, enfin, des besoins industriels ».

M. Mouhouche a insisté sur la nécessité d'une gestion rigoureuse des stations de dessalement, notamment en période de fortes pluies, afin de ne pas endommager les systèmes de filtration. Il préconise, dans ce cas, l'ar-

rêt complet de ces installations, les filtres étant très sensibles et coûteux.

L'arrêt temporaire de ces stations, combiné aux opérations de maintenance, explique les récentes perturbations dans l'alimentation en eau potable observées dans certaines régions. Il a rappelé que les stations de dessalement existantes couvrent aujourd'hui entre 40 et 47 % des besoins en eau potable, mais que leur fonctionnement reste tributaire de contraintes techniques, notamment la turbidité de l'eau lors des crues.

Afin de remédier à ces dysfonctionnements, M. Mouhouche a mis en avant « l'importance des interconnexions entre barrages et réseaux, permettant de compenser localement les déficits ».

Il a également insisté sur « l'intérêt de la commande à distance, promue par le ministre, qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation ». Cette technique permet de piloter à distance les infrastructures hydriques, d'optimiser les flux et de réagir rapi-

dement aux variations climatiques, a-t-il expliqué.

S'agissant de la rationalisation de la consommation d'eau, Brahim Mouhouche a rappelé que des pertes considérables sont souvent enregistrées, avec un taux de déperdition estimé entre 40 et 50 %. Cela est notamment dû aux fuites dans les réseaux et au gaspillage lié à la sous-estimation, par certains usagers, de la valeur de cette ressource devenue de plus en plus rare.

Dans ce sens, il a appelé à une prise de conscience collective et à une gestion rationnelle de l'eau, estimant que le caractère fortement subventionné de cette ressource entraîne des comportements irresponsables.

Une autre solution pour limiter les pertes d'eau potable réside dans le renforcement des cellules de veille, afin d'assurer des interventions rapides en cas de problèmes survenant sur les installations hydrauliques ou les réseaux de distribution.

M.A

PARTENARIAT USTHB-PÊCHE

POUR HISSER LA FILIÈRE AUX NORMES INTERNATIONALES

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a signé, lundi à Alger, une convention de partenariat avec l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), visant à renforcer la qualité, la compétitivité et l'alignement de la production aquacole nationale sur les normes internationales.

Paraphé par le directeur général du secteur, Miloud Tria, et le recteur de l'USTHB, Djamel Eddine Akretche, cet accord a été signé en marge d'une rencontre scientifique consacrée au thème : "Vers une aquaculture durable en Algérie pour l'instauration des normes internationales".

S'exprimant à cette occasion, M. Tria a indiqué que cette convention permettra de mobiliser les compétences scientifiques de l'université pour accompagner le secteur dans la mise en place de référentiels techniques et normatifs.

Il a souligné le caractère stratégique de l'aquaculture, appelée à contribuer davantage à la pro-

duction halieutique nationale, à la sécurité alimentaire et à la gestion durable des ressources. Rappelant que l'aquaculture représente 51 % de la production mondiale de produits halieutiques, le responsable a relevé que sa contribution demeure inférieure à 7 % au niveau national, d'où la nécessité de renforcer le recours à la recherche scientifique pour soutenir son développement.

Selon les données communiquées, la production aquacole a atteint 7.300 tonnes en 2025, avec l'empoissonnement de 31 millions d'alevins. Dans le cadre du plan d'urgence engagé par les pouvoirs publics, elle devrait s'élever à 14.000 tonnes en 2026.

Les perspectives pour 2027 tablent sur l'empoissonnement de 80 millions d'alevins et une production estimée à 20.000 tonnes, une évolution qui requiert, selon le responsable, un encadrement renforcé à travers l'introduction progressive de normes internationales.

De plus, un cadre réglementaire est en cours d'élaboration, notamment pour l'organisation de l'aquaculture continentale et la production d'alevins.

Celui-ci prévoit l'agrément d'écloseries répondant à des exigences de traçabilité et de qualité. Les textes juridiques devraient être finalisés dès 2027, avec une mise en œuvre progressive des standards.

De son côté, M. Akretche a mis en avant le rôle de la recherche appliquée et de l'innovation dans le développement durable et la sécurité alimentaire, soulignant que ce partenariat constitue une étape concrète pour valoriser les travaux scientifiques et accompagner les initiatives entrepreneuriales.

Il a également annoncé la mise en place d'une ferme aquacole pilote au sein de l'université, portée par l'équipe scientifique "Aqua Smart", afin de soutenir les activités de recherche et de développement dans ce domaine.

RA

COMMERCE, PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE ET RÉGULATION DE L'IMPORTATION

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion de travail consacrée au secteur du commerce, à la protection de la production nationale et à la régulation de l'importation, notamment en ce qui a trait à la lutte contre le phénomène de réexportation de produits importés, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Il a également été décidé, lors de cette réunion, "la création de la carte de l'exportateur et de l'importateur, laquelle contiendra l'ensemble des données relatives à son détenteur", ajoute le communiqué.

RA/APS



AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ITALIE EN ALGÉRIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République d'Italie en Algérie, M. Alberto Cutillo, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'audience, l'ambassadeur d'Italie a tenu à remercier le président

de la République pour le soutien dont il a bénéficié durant l'exercice de ses fonctions en Algérie.

"Ce fut pour moi un grand honneur de servir l'Italie dans un pays frère aussi important que l'Algérie", a-t-il déclaré, affirmant qu'il en gardera "un souvenir mémorable".

Il a également mis en avant la ri-

chesse des rencontres qu'il a eues durant sa mission, évoquant "la qualité des personnalités rencontrées, la chaleur de l'accueil et la beauté des lieux", ajoutant qu'il envisage de revenir en Algérie à titre personnel, afin de "profiter de cette beauté et de cette humanité", affichant, également, sa reconnaissance envers le peuple algérien pour "sa gentillesse et

son hospitalité".

L'audience s'est déroulée en présence du Conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

RA/APS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE APRÈS LES RÉCENTS SUCCÈS SPORTIFS :

"TRÈS FIER DU NIVEAU ATTEINT PAR LE SPORT ALGÉRIEN EN GÉNÉRAL GRÂCE À LA VOLONTÉ DE NOS FILLES ET DE NOS FILS"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a exprimé, lundi, sa fierté du niveau atteint par le sport en Algérie, grâce aux résultats obtenus récemment par les athlètes algériens lors des différents championnats mondiaux, africains et autres compétitions internationales.

"Je suis très fier du niveau atteint par le sport en général en Algérie grâce à la volonté de nos filles et de nos fils qui ont toujours été à la hauteur de notre confiance et le resteront. 122 médailles, dont 46 en or, décrochées lors des championnats mondial et africain et d'une compétition internationale en un seul mois, un

exploit historique fruit d'efforts colossaux. Mille mercis à vous, athlètes et techniciens. Félicitations.

"Vive l'Algérie", a écrit le président de la République dans un message publié sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

RA/APS

CONSEIL DE LA NATION

LA COMMISSION DES AFFAIRES JURIDIQUES EN VISITE D'INFORMATION DANS LA WILAYA D'ALGER

La Commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial au Conseil de la nation, a entamé lundi une visite d'information à Alger, en vue d'élaborer une vision globale et précise de l'état du service public au niveau de la wilaya, lit-on dans un communiqué du Conseil.

Cette visite, effectuée sur instruction du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, vise à "élaborer une vision globale et précise de l'état du service public au niveau de la wilaya, et à évaluer sa capacité à répondre aux préoccupations et aux aspirations des citoyens, en cohérence avec les hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser l'administration, améliorer la qualité du service public, consacrer la transparence et renforcer l'efficacité de la gestion publique", indique le communiqué.

Dans son allocution à cette occasion, le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, a salué

l'importance de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement des liens de coopération et de complémentarité entre le pouvoir législatif et l'administration locale, afin de contribuer à répondre efficacement aux préoccupations des citoyens, d'améliorer la performance institutionnelle, de consacrer les principes de l'Etat de droit et de consolider les fondements de ses institutions".

Dans ce sillage, la délégation a suivi une présentation audiovisuelle sur la wilaya d'Alger, mettant en avant les principaux programmes et projets de développement destinés à promouvoir la capitale et à améliorer le cadre de vie des citoyens, outre les approches stratégiques adoptées, notamment les quatre plans modèles. La présentation a, en outre, mis en exergue les efforts d'aménagement des installations sportives et d'extension du réseau des infrastructures, à travers la réalisation de piscines et l'ouverture d'espaces sportifs et culturels, parallèlement à l'organisation de festivals et de manifestations culturelles et sportives contribuant à l'animation de la

vie publique, poursuit le communiqué. Dans le même contexte, un exposé exhaustif a été présenté sur le processus de numérisation des différentes structures et moyens de la wilaya, en application des hautes instructions du président de la République, selon "une vision stratégique étudiée à court, moyen et long termes visant à accompagner la transformation numérique à travers le développement de plateformes et d'applications modernes". De son côté, le président de la délégation, M. Mohamed Rabah, a salué les efforts déployés pour moderniser la wilaya, développer ses structures et améliorer les conditions de vie de ses habitants. Il a également formulé un certain nombre d'observations portant essentiellement sur "l'achèvement de certains projets en cours et la maintenance de plusieurs structures", selon le communiqué. A noter que cette visite d'information se poursuivra mardi et mercredi, conformément au programme tracé.

RA

COMMERCE EXTÉRIEUR

REZIG REÇOIT LE SECRÉTAIRE D'ETAT ADJOINT AMÉRICAIN

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, lundi à Alger, le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique, Christopher Landau, en visite de travail en Algérie, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Les entretiens ont porté sur la promotion des échanges commerciaux et l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat entre les opérateurs économiques en Algérie et aux Etats-Unis, selon le communiqué.

Les deux parties ont également échangé les points de vue sur l'encouragement des opérateurs économiques à établir des partenariats fructueux, mettant l'accent sur l'importance d'intensifier les rencontres entre les hommes d'affaires, ce qui est à même de contribuer à augmenter le volume des échanges commerciaux et à développer la coopération dans plusieurs secteurs d'intérêt commun.

RA

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

ANNONCE DU BILAN DU RETRAIT DES DOSSIERS DE DÉCLARATION COLLECTIVE DE CANDIDATURE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé, lundi dans un communiqué, le bilan du retrait des dossiers de déclaration collective de candidature pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévue le 2 juillet prochain.

Concernant le retrait des dossiers de déclaration collective de candidature pour les circonscriptions électorales à l'intérieur du

pays, l'ANIE a précisé que le nombre total a atteint "1.223 dossiers à travers 69 wilayas, dont 1.041 dossiers pour des listes parrainées par 35 partis politiques, un dossier pour une liste parrainée par plus d'un parti politique (coalition) et 181 dossiers pour des listes indépendantes".

S'agissant du nombre total des formulaires de signature individuelle retirés, celui-ci a atteint 1.329.915.

Pour ce qui est de la circonscription électorale à l'étranger, le total des dossiers de déclaration de candidature retirés s'est élevé à "14 dossiers parrainés par 11 partis politiques", tandis qu'"aucun dépôt de dossier de déclaration collective de candidature n'a été enregistré", selon le communiqué.

RA

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRETIEN ENTRE ALGER ET WASHINGTON SUR LES HYDROCARBURES

M. Mohamed Arkab, ministre d'État en charge des Hydrocarbures, a accueilli hier lundi le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, alors en déplacement professionnel en Algérie.

Par Ali Boudefel

Cette rencontre, à laquelle participaient le P-dg de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et plusieurs cadres ministériels, a permis d'évaluer les liens de la coopération bilatérale algéro-américaine et les possibilités de les consolider, spécialement dans le secteur des hydrocarbures, tout en envisageant une extension à d'autres domaines d'intérêt partagé, comme la production d'équipements destinés à l'industrie pétrolière et gazière.

Les deux responsables ont par ailleurs réaffirmé leur volonté mutuelle de renforcer le dialogue et la collaboration entre leurs nations, dans l'intérêt commun et pour favoriser un développement à la fois durable et équilibré.

À cette occasion, M. Arkab a insisté sur l'importance des échanges et des discussions en cours entre entreprises algériennes et américaines, notamment entre Sonatrach et les firmes ExxonMobil et Chevron, plaidant pour une diversification des champs de coopération vers l'industrie de transformation et les technologies récentes, en particulier celles liées à la diminution des émissions, sans oublier la recherche-développement, l'innovation, le transfert de compétences et la formation, y compris dans les technologies pointues du secteur pétrolier et gazier.

Le ministre d'État a également présenté la stratégie de développement du secteur algérien des hydrocar-



bures, axée sur l'intensification de l'exploration, l'accroissement des capacités productives, la mise en valeur des ressources, le développement de la pétrochimie et le renforcement du contenu local, grâce à un climat d'investissement séduisant reposant sur un cadre juridique incitatif, des procédures allégées et un soutien permanent aux investisseurs.

Dans cette optique, il a souligné les

perspectives prometteuses offertes par le secteur, invitant les sociétés américaines à tirer parti des opportunités d'investissement disponibles, que ce soit dans l'exploration et l'exploitation des gisements, les industries de transformation, la numérisation et les solutions technologiques modernes, ou encore les projets visant à réduire l'empreinte carbone.

En réponse, M. Landau s'est réjoui

de la qualité des relations privilégiées entre l'Algérie et les États-Unis, a salué l'environnement des affaires favorable en Algérie et la confiance des firmes américaines envers le marché local, en soulignant leur désir d'accroître leur présence et leurs investissements par des partenariats durables avec leurs contreparties algériennes.

A.B

MINES

HANIFI REÇOIT LE SECRÉTAIRE D'ETAT ADJOINT DES ETATS-UNIS

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a reçu, lundi à Alger, le secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, Christopher Landau, en visite de travail en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre, qui s'est déroulée en présence de la secrétaire d'État auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Karima Bakir Tafer, ainsi que de cadres des deux parties, a permis d'évoquer l'état des relations de coopération bilatérale dans le domaine des mines et de l'industrie minière, et les voies de leur renforcement et développement.

Les deux parties ont également examiné les opportunités d'investissement et de partenariat

entre les entreprises des deux pays, notamment au niveau des différents maillons de la chaîne de valeur du secteur minier, en particulier dans les domaines de l'exploitation et de la transformation des ressources minérales, notamment les minerais stratégiques et critiques entrant dans les industries technologiques avancées et les énergies renouvelables. A cette occasion, M. Hanifi a présenté un exposé sur les principaux axes de développement du secteur en Algérie, passant en revue les projets en cours et à venir, ainsi que le cadre juridique régissant les activités minières et les facilités et incitations à l'investissement qu'il prévoit, dans un climat d'affaires attractif.

Il a, à cet effet, invité les entreprises améri-

caines à saisir les opportunités offertes et à contribuer au développement du secteur minier en Algérie.

Les deux parties ont, par ailleurs, mis en avant l'importance de renforcer la coopération internationale dans le domaine minier, à travers l'intensification de l'échange d'expertises et la valorisation des expériences pionnières, notamment par l'établissement de partenariats entre le groupe Sonarem et des entreprises et organismes spécialisés dans l'exploration, l'exploitation et la valorisation minières, en particulier en ce qui concerne les minerais stratégiques et les matières premières à usage industriel avancé.

RE

PROTECTION SOCIALE DES AGRICULTEURS

JOURNÉE D'INFORMATION À ALGER SUR LES MOYENS DE LA GARANTIR

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a coprésidé, lundi à Alger, avec le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, l'ouverture d'une journée d'information sur les moyens de garantir la protection sociale aux agriculteurs.

Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a indiqué que "le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde, depuis son accession au pouvoir, une grande importance au secteur agricole, dans le cadre des efforts visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à renforcer les capacités de l'économie nationale".

Il a rappelé que ce secteur a connu "une dynamique accélérée ces dernières années, renforcée par la numérisation, d'où la nécessité d'accorder un intérêt soutenu à la question de la protection sociale des agriculteurs pour l'accompagnement de cette catégorie, compte tenu de sa contribution au développement et à la croissance économique nationale".

Le ministre a insisté sur la nécessité de sensibiliser les agriculteurs à l'importance de "la protection sociale, afin de faciliter leur vie quotidienne et celle de leurs familles, et de leur permettre ainsi de bénéficier, à terme, de pensions de retraite".

Il a, en outre, souligné l'importance de mettre en place des commissions de travail conjointes pour examiner les principaux avantages dont pourraient bénéficier les agriculteurs, tout en simplifiant les procédures administratives et en leur

permettant l'affiliation à distance, appelant l'ensemble des organismes de sécurité sociale, notamment la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), ainsi que la Caisse nationale de retraite (CNR), à œuvrer de concert et à coordonner leurs actions avec la Chambre nationale d'agriculture (CNA) dans ce sens".

De son côté, M. Oualid a souligné l'intérêt croissant accordé aux agriculteurs, en leur garantissant toutes les conditions adéquates, leurs droits sociaux et de nombreux avantages pour les encourager à poursuivre leurs efforts et à accroître la production".

Il a rappelé, dans ce cadre, les efforts de l'Etat visant à "mettre en place des mécanismes de sécurité sociale adaptés à la nature de l'activité agricole, notamment face au faible engouement des agriculteurs pour l'affiliation, sachant que leur nombre ne dépasse pas 200.000 affiliés, contre plus de 2 millions d'agriculteurs, dont seulement 90.000 s'acquittent de leurs cotisations".

Le ministre a fait observer, à cette occasion, que l'objectif actuel consiste à "augmenter le nombre d'affiliés afin d'inclure tous les agriculteurs, à travers la promotion de la culture de l'assurance", ainsi qu'à "faciliter l'accès à la carte de l'agriculteur pour l'insérer dans l'économie officielle et lever

toutes les entraves administratives".

Il a évoqué, à ce propos, une mesure de réforme prise par le ministère consistant à "lier la carte de l'agriculteur à l'activité agricole et non à la terre, afin de faciliter l'enregistrement des agriculteurs, en sus du raccordement du système d'information national du secteur aux différentes caisses de sécurité sociale, en vue d'échanger les données et de faciliter l'interopérabilité des services, permettant ainsi aux agriculteurs une adhésion automatique dès l'obtention de la carte".

M. Oualid a également rappelé les nouvelles formules lancées par la CASNOS au profit de cette catégorie, notamment la plateforme "Himayati" qui offre aux agriculteurs plusieurs avantages, à partir de 2.700Da par mois, et 1.500 Da durant certaines périodes, telles que la récolte, la moisson et la commercialisation.

Pour sa part, le président de la Chambre nationale de l'agriculture, M. Mohamed Yazid Hamblil, a fait état de "mesures qui prennent en compte les spécificités de l'agriculteur, en vue d'encourager son affiliation à la sécurité sociale", soulignant "l'importance d'organiser des campagnes de sensibilisation à ce sujet".

Cette rencontre a également été marquée par la présentation d'exposés sur la protection sociale des agriculteurs et les facilitations accordées par l'Etat au profit de cette catégorie.

RE

ORAN

SE FAMILIARISER AVEC LES ENGIN AGRICOLES

Dans la wilaya d'Oran, la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) a engagé une opération de validation des acquis dans la spécialité de conduite des engins de moisson-battage, inscrite dans le cadre du programme de mécanisation agricole et en préparation de la campagne de récolte en cours, a-t-on appris lundi auprès de cette structure.

Par Ali Boudefel

Selon la chargée de communication de la DFEP, Mansouri Nacera, cette initiative a pour objectif de faire reconnaître officiellement les compétences des conducteurs expérimentés ne possédant pas de diplômes, afin de les intégrer dans un parcours de formation structurée et de leur permettre d'accéder à des certifications reconnues.

L'opération a été lancée au sein de l'unité de Sidi Belkheir, située à Oued Tielat et relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), et concerne un groupe de 36 candidats spécialisés dans la conduite des engins de moisson-battage.

Réalisée en présence de représentants de la Direction des services



agricoles (DSA) et de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran, cette démarche ambitionne de consolider les compétences dans le domaine de la mécanisation agricole, de valoriser l'expérience acquise sur le terrain et d'assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, en co-

hérence avec les objectifs de modernisation du secteur et le bon déroulement de la campagne de moisson-battage.

La même responsable a indiqué que cette première promotion s'inscrit dans une série d'opérations similaires prévues, à l'issue desquelles

les conducteurs bénéficieront d'une validation de leurs acquis et de la délivrance de certificats professionnels, après une formation de 21 jours consacrée à la conduite et à la maintenance des engins de moisson-battage.

A.B

MÉDÉA

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE POUR MIEUX LUTTER CONTRE LES INCENDIES

Une formation consacrée à l'utilisation de la nouvelle plateforme numérique dédiée au suivi des feux de forêts s'est tenue récemment à Médéa, au bénéfice des agents mobilisés dans le dispositif de lutte contre les incendies prévu pour l'année 2026, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation des forêts.

Animée par des experts en technologies de l'information et de la communication, cette session a réuni les chefs de services et de bureaux de la Conservation des forêts concernés par ce dispositif, a indiqué la cheffe du service de protection de la faune et de la flore, Khadidja

Dehilis. Elle a précisé que cette initiative s'inscrit dans une démarche globale de numérisation des services de la Conservation des forêts et de modernisation des outils d'organisation ainsi que de gestion des opérations de lutte contre les incendies.

Introduite récemment par la Direction générale des forêts (DGF), cette plateforme numérique de suivi des incendies entrera en service à partir du 1er mai, coïncidant avec le lancement du dispositif annuel de lutte contre les feux de forêts, a ajouté la même responsable.

Ce nouvel outil permettra aux équipes engagées

dans la lutte de suivre l'évolution d'un incendie à toutes ses phases, depuis son déclenchement jusqu'à son extinction complète, a expliqué Mme Dehilis.

L'ensemble des informations liées à chaque sinistre, notamment l'origine du feu, ses causes, sa localisation ainsi que l'étendue des zones touchées, y sera consigné. Cette plateforme constituera un support essentiel durant les interventions et servira ultérieurement à analyser en détail chaque incendie enregistré, a-t-elle conclu.

A.B

AIN DEFLA

UNE MISSION D'INFORMATION DU CONSEIL DE LA NATION EN VISITE DANS LA WILAYA

Une mission d'information relevant de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation s'est rendue à Aïn-Defla afin de s'enquérir de la situation du secteur agricole dans cette wilaya, réputée pour être un pôle national de référence en matière notamment de grandes cultures, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Cette mission, arrivée dimanche dans la wilaya pour une visite de trois jours, vise à évaluer la réalité du secteur agricole à Aïn-Defla, réputée pour être un pôle national de référence en matière de grandes cultures, d'arboriculture fruitière et d'élevage, a indiqué la même source.

La visite a débuté par une rencontre avec le wali, Aïssa Aziz Bouras, et les cadres locaux, au cours de laquelle les membres de la mission, présidée par Lakhdar Moulay Saâdoun, ont suivi un exposé détaillé sur les potentialités agricoles de la région, notamment les principales filières contribuant à l'approvisionnement du marché national.

La délégation a également inspecté le projet de réalisation d'un silo métallique de stockage de céréales d'une capacité de 200.000 quintaux, dont les travaux ont été relancés en 2023, ainsi qu'une ferme pilote dédiée à la production d'agrumes et utilisant des technologies modernes pour la culture, le conditionnement et le stockage.

La mission procédera, en outre, à l'évaluation de l'état d'avancement des programmes de soutien à la production agricole dans la wilaya, notamment dans les filières des céréales, de la pomme de terre et de l'arboriculture fruitière, ainsi qu'à l'examen des infrastructures de base, incluant les systèmes d'irrigation, de stockage, de transformation et de transport.

Elle se penchera également sur l'efficacité des dispositifs d'accompagnement, de financement et d'encadrement technique dans le cadre de la modernisation du secteur.

Les questions liées au foncier agricole et à l'exploitation des périmètres irrigués, de même que leur contribution à la valorisation des capacités productives de la wilaya, seront également abordées, à l'occasion, parallèlement au recueil des préoccupations et propositions des agriculteurs.

Selon le chef de la mission, Lakhdar Moulay Saâdoun, un rapport détaillé sur la situation du secteur agricole et ses perspectives de développement sera élaboré à l'issue de cette visite, puis soumis au président du Conseil de la nation, avant d'être transmis au Premier ministre en vue d'une intervention directe auprès des secteurs ministériels concernés.

R.R

NAAMA

OUVERTURE DE LA 4^e ÉDITION DES JOURNÉES DE L'ORIGAMI

La 4e édition des "Journées de Nâama de l'origami" (art du pliage du papier) a été ouverte, lundi à la galerie de la Maison de la culture "Ahmed Chami" à Nâama, selon les organisateurs.

Organisée par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya, en coordination avec l'association culturelle "Alouane" d'Aïn Sefra, cette manifestation coïncide avec le Mois du patrimoine.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par une exposition ayant attiré un large public composé d'étudiants, de jeunes et d'enfants, ainsi que de personnes aux besoins spécifiques.

Les visiteurs ont pu découvrir une variété de créations en origami, comprenant des formes géométriques, des poupées, des masques, des oiseaux, des animaux et des bijoux en papier, réalisés en différentes tailles et couleurs.

Le programme inclut également une exposition de livres, de revues et de brochures spécialisées, ainsi qu'une présentation introductive aux règles de cet art d'origine japonaise et à ses principaux pionniers.

Le président de l'association "Alouane", Brahim Bouchattata, a expliqué que cette manifestation, qui se poursuivra durant quatre jours, constitue une opportunité pour organiser des ateliers pratiques autour de la réalisation de modèles simples en papier, ainsi qu'une session de "jeu d'échecs en papier" destinée aux enfants.

L'événement sera également marqué par la présentation du logo du club d'origami de l'association, inspiré du bateau en papier, et par le lancement de la première page algérienne dédiée à cet art sur les réseaux sociaux, intitulée "Origami Algérie".

Le programme prévoit la projection du film documentaire Ma bayna thanaya al-waraq (Entre les plis du papier), mettant en lumière les expériences de dix artistes internationaux dans cet art.

R.R

ESSOR SOUTENU DE L'ALIMENTATION ANIMALE EN AFRIQUE

UNE CROISSANCE RECORD PORTÉE PAR L'AQUACULTURE ET L'ÉLEVAGE INTENSIF

Depuis l'année 2023, la fabrication d'aliments destinés au bétail et aux productions animales en Afrique suit une trajectoire nettement ascendante. Cette évolution favorable s'explique notamment par la transformation progressive des systèmes d'élevage, de plus en plus intensifs, ainsi que par une demande croissante en protéines d'origine animale, stimulée par l'urbanisation et l'évolution des habitudes alimentaires. Dans ce contexte, les indicateurs du secteur affichent une orientation globalement positive, traduisant une dynamique structurelle en cours sur le continent.

Par Nawal Bordji

L'année 2025 marque un tournant particulièrement significatif pour l'industrie africaine de l'alimentation animale, qui s'est distinguée comme la plus performante à l'échelle mondiale. D'après les conclusions du rapport « Agri-Food Outlook », publié le 21 avril 2026 par la société américaine Alltech, la production totale a atteint 64,2 millions de tonnes de rations animales. Ce volume représente une progression remarquable de 11,5 % par rapport à l'année précédente, un rythme nettement supérieur à la moyenne mondiale estimée à 2,9 %. Il s'agit ainsi de la deuxième année consécutive où le continent enregistre la croissance la plus élevée au niveau global, confirmant une tendance solide et durable. Parmi les différents segments de cette industrie, celui lié à l'aquaculture se démarque particulièrement. Après avoir occupé une position marginale en 2024, il devient le principal moteur de croissance du secteur en Afrique. La production d'aliments destinés à l'élevage aquatique a connu une hausse spectaculaire de 27,5 %, atteignant 2,1 millions de tonnes, alors que la progression mondiale dans ce domaine n'a été que de 4,7 %.



Cette évolution repose en grande partie sur les performances enregistrées en Égypte, où les volumes ont bondi de 36 %, malgré des contraintes liées à la concurrence sur les ressources hydriques. Ce pays s'impose non seulement comme le leader africain de l'aquaculture, mais également comme le troisième producteur mondial de tilapia, derrière la Chine et l'Indonésie. Dans le sillage de cette branche dynamique, le segment des aliments destinés aux vaches laitières occupe la deuxième place en termes de croissance. La production a progressé de 13,5 %, pour atteindre 10 millions de tonnes en 2025. Cette augmentation reflète l'essor des exploitations laitières modernes, qui adoptent des modèles de production intensifs nécessitant un recours accru aux aliments composés. Cette transformation structurelle des systèmes d'élevage contribue à renforcer la demande et à soutenir l'expansion du marché.

Dans certaines régions du continent, des facteurs économiques et

organisationnels viennent également appuyer cette tendance. En Afrique du Sud, par exemple, l'amélioration du contexte économique ainsi que la diminution du coût des matières premières ont favorisé la consommation d'aliments pour animaux, bien que des risques sanitaires, tels que la fièvre aphteuse, demeurent présents. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, la progression de l'utilisation d'aliments industriels par tête de bétail, combinée à une formalisation croissante des chaînes d'approvisionnement, a permis d'accroître les volumes produits et distribués.

Malgré la montée en puissance de nouveaux segments, l'alimentation destinée à la volaille reste prédominante dans la structure globale du marché, représentant plus de 45 % des volumes totaux. En 2025, la production d'aliments pour les poulets de chair a franchi le seuil des 20 millions de tonnes, enregistrant une croissance mondiale record de 12,7 %. Cette performance est en grande partie attribuable à l'Égypte, premier

producteur africain de volaille, où la production a progressé de 21,9 %. Parallèlement, les aliments destinés aux poules pondeuses ont également connu une hausse notable de 10,5 %, atteignant 9,69 millions de tonnes. D'autres segments, tels que ceux liés à l'élevage porcin et bovin, ont eux aussi affiché des résultats positifs, avec des augmentations respectives de 8,6 % et 8,4 %, portant leurs volumes à 2,5 millions et 7 millions de tonnes.

Cependant, malgré ces performances encourageantes, les perspectives pour l'année 2026 s'inscrivent dans un contexte plus incertain. Les analystes soulignent en effet que le secteur agroalimentaire mondial entre dans une phase de mutation profonde, marquée par la fin d'une croissance régulière et prévisible. Désormais, l'industrie doit composer avec une combinaison de défis complexes, à la fois structurels, environnementaux et économiques.

Parmi ces contraintes figurent notamment les perturbations climatiques extrêmes, qui affectent les rendements agricoles et la disponibilité des matières premières, les tensions géopolitiques perturbant les circuits commerciaux, ainsi que les risques sanitaires persistants. À cela s'ajoute une augmentation du coût du capital, qui pèse sur les investissements et la rentabilité des acteurs du secteur. Dans ce contexte, la capacité à produire des protéines animales à des coûts compétitifs devient un enjeu central.

Face à ces multiples pressions, la performance de l'industrie africaine de l'alimentation animale en 2026 dépendra largement de sa faculté à s'adapter. La gestion des risques, l'optimisation des processus de production, l'innovation dans les formulations et la résilience organisationnelle apparaissent comme des leviers essentiels pour maintenir la dynamique de croissance observée ces dernières années. Plus que jamais, la flexibilité et l'anticipation seront déterminantes pour consolider les acquis et répondre aux défis à venir. **N.B**

LE NIGERIA ACCÉLÈRE SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE MONTÉE EN PUISSANCE DE LA PRODUCTION DES PANNEAUX SOLAIRES

Au Nigeria, où le taux d'accès à l'électricité atteignait près de 61,2 % en 2023, les autorités intensifient leurs efforts pour étendre la couverture énergétique, en particulier dans les zones rurales encore largement sous-équipées. Dans cette stratégie, l'énergie solaire photovoltaïque s'impose comme une solution incontournable, même si les équipements, notamment les panneaux, restent encore majoritairement importés. Le pays cherche désormais à inverser cette tendance en développant ses propres capacités industrielles.

C'est dans cette optique que l'Agence d'Électrification Rurale (REA) a récemment annoncé une progression notable de la production nationale de panneaux solaires. S'exprimant le 22 avril lors d'un webinaire organisé à Lagos par l'Association Africaine des Journalistes et Éditeurs de l'Énergie, son directeur général, Abba Aliyu, a indiqué que la capacité de fabrication locale était passée d'environ 120 mégawatts à près de 300 mégawatts. Cette évolution traduit une volonté affirmée de renforcer l'autonomie du pays dans un secteur jugé stratégique.

Cette montée en puissance industrielle s'inscrit dans une politique plus large visant à réduire la dépendance vis-à-vis des importations et à encourager l'émergence d'un tissu industriel local. Pour y parvenir, la REA met en avant un ensemble de mesures incitatives, ainsi que des partenariats avec des opérateurs privés afin de stimuler les investissements. L'objectif est de structurer une chaîne de valeur nationale capable de soutenir durablement la croissance du secteur so-

laire. Parallèlement, cette dynamique industrielle accompagne le déploiement de nombreux projets d'électrification, en particulier des solutions hors réseau adaptées aux zones isolées. Ces initiatives contribuent à accroître la demande en équipements photovoltaïques et favorisent l'essor d'un marché local. Elles reposent sur une combinaison d'actions publiques et de financements mobilisés pour soutenir l'expansion du secteur énergétique. Les autorités soulignent que plusieurs entreprises nationales, en collaboration avec des partenaires industriels, participent activement à cette production. Les équipements issus de ces unités sont destinés à alimenter des programmes d'électrification dans les régions rurales et périurbaines, où l'accès à l'énergie reste insuffisant. En 2022, seulement 27 % des populations rurales bénéficiaient d'une connexion électrique, ce qui illustre l'ampleur des défis à relever.

Pour répondre à cette situation, la REA indique qu'un ensemble de projets solaires totalisant environ 3,7 gigawatts est actuellement en cours de développement. Dans le même temps, des investissements évalués à 425 millions de dollars ont été mobilisés en 2025 pour soutenir les différentes composantes du secteur, allant de la fabrication à l'installation, en passant par les infrastructures connexes. Une partie de la production locale est également destinée à l'exportation vers des marchés régionaux, notamment le Ghana, ce qui témoigne d'un début d'intégration dans les échanges énergétiques africains. Les avancées enregistrées s'illustrent aussi par la

réalisation de projets concrets. En 2025, plus de 200 mini-réseaux ont été installés dans le cadre du Nigeria Electrification Project, marquant l'achèvement de ce programme dédié à l'extension de l'accès à l'électricité en milieu rural. Ces infrastructures jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des communautés éloignées du réseau national.

Dans le prolongement de ces efforts, le programme DARES, axé sur l'élargissement de l'accès à l'énergie renouvelable, prévoit la mise en place de 1 350 mini-réseaux à terme. À ce jour, environ 900 installations sont déjà en cours de construction. Doté d'un financement de 750 millions de dollars validé par le président Bola Tinubu, ce projet vise à desservir près de 17,5 millions de personnes. Par ailleurs, les autorités anticipent un afflux supplémentaire d'investissements privés estimé à 1,1 milliard de dollars, confirmant l'attractivité croissante du secteur énergétique nigérian.

Ainsi, à travers le développement de sa capacité industrielle, la multiplication des projets d'électrification et la mobilisation de financements importants, le Nigeria s'engage dans une transformation progressive de son paysage énergétique. L'essor du solaire apparaît non seulement comme une réponse aux besoins internes, mais également comme une opportunité de positionnement stratégique à l'échelle régionale. **N.B**

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

DES LIGNES ROUGES RÉAFFIRMÉES DANS UN CONTEXTE RÉGIONAL MARQUÉ PAR LES TENSIONS

Selon l'agence de presse semi-officielle Fars, le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a fait parvenir aux États-Unis, via le Pakistan, les « lignes rouges » de Téhéran lors de son récent déplacement dans ce pays.

Par Karim Akli Daoudi

D'après cette même source, ces positions, transmises par écrit à la partie américaine, portent essentiellement sur le programme nucléaire de l'Iran ainsi que sur le détroit d'Ormuz. L'agence précise que cet échange ne relevait pas d'un processus de négociation formel, mais constituait une démarche unilatérale de Téhéran destinée à éclaircir la situation régionale et à exposer clairement ses limites.

Dimanche, après une courte étape à Oman, M. Araghchi s'est rendu à Islamabad, marquant ainsi sa deuxième visite dans la capitale pakistanaise depuis vendredi.

Le 28 février, Israël et les États-Unis ont mené des frappes conjointes visant Téhéran et plu-



sieurs autres villes iraniennes, causant la mort du guide suprême Ali Khamenei, de hauts responsables militaires ainsi que de civils. En réponse, l'Iran a lancé des séries de missiles et de drones contre Israël et des bases américaines au Moyen-Orient, tout en renforçant son emprise sur le détroit d'Ormuz, allant jusqu'à entraver le passage de navires liés à Israël et aux États-Unis.

Un cessez-le-feu conclu le 8 avril a ensuite été suivi de discussions irano-américaines tenues à Islamabad les 11 et 12 avril. À la suite de leur échec, les États-Unis ont instauré un blocus du détroit d'Ormuz, bloquant la circulation des navires à destination et en provenance des ports iraniens.

KAD

PALUDISME

PLUS DE 64% DES YÉMÉNITES MENACÉS PAR L'ÉPIDÉMIE

Par Hamida Indja

Face à la crise humanitaire au Yémen, l'Organisation mondiale de la santé a lancé une alerte concernant la situation préoccupante liée au paludisme. Le rapport souligne que les conditions de vie précaires et le manque de ressources thérapeutiques aggravent le quotidien des populations, laissant des millions de personnes démunies face à une menace sanitaire qui ne cesse de gagner du terrain à travers le pays.

L'Organisation mondiale de la santé a alerté sur la dégradation de la situation sanitaire au Yémen, indiquant qu'environ 64 % de la population vit dans des zones à risque de paludisme. Cette situation est particulièrement inquiétante, notamment pour les populations les plus vulnérables. Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale du pa-

ludisme, l'organisation a souligné que cette maladie demeure une menace majeure pour la santé publique dans le pays. Elle a également signalé une augmentation du nombre de cas, en particulier chez les femmes et les enfants de moins de cinq ans.

Selon l'OMS, cette hausse s'explique par plusieurs facteurs, notamment les déplacements de populations, les difficultés d'accès aux soins dans les zones éloignées, ainsi que les effets du changement climatique, tels que l'augmentation des températures et des précipitations. Malgré ces contraintes, l'organisation indique que des progrès ont été réalisés grâce aux efforts des autorités nationales et au soutien des partenaires internationaux. Ces actions incluent le déploiement d'équipes médicales mobiles, la distribution de médicaments et de matériel essentiel, ainsi que le renforcement des systèmes de surveillance des

maladies. Des campagnes de sensibilisation ont également été mises en œuvre afin d'encourager le dépistage précoce et d'améliorer la prise en charge des patients. Ces initiatives visent à limiter la propagation de la maladie et à en réduire les effets sur la population. De son côté, le représentant de l'OMS au Yémen, Sayed Jafar Hussein, a déclaré que le pays traverse une phase difficile dans la lutte contre cette maladie. Il a souligné que des solutions existent, mais qu'elles nécessitent un engagement continu et des ressources suffisantes.

Enfin, l'OMS a appelé les partenaires et les bailleurs de fonds à renforcer leur soutien financier afin de garantir un accès adéquat aux soins pour les populations les plus vulnérables et de poursuivre les efforts engagés dans la lutte contre le paludisme.

HI

PALESTINE OCCUPÉE

L'UIPA CONDAMNE LES VIOLATIONS SIONISTES RÉPÉTÉES CONTRE LES LIEUX SAINTS ISLAMIQUES ET CHRÉTIENS À AL-QODS

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a exprimé sa vive condamnation et dénonciation des violations sionistes répétées et systématiques du statu quo historique et juridique dans les lieux saints islamiques et chrétiens de la ville d'Al-Qods occupée, y compris la mosquée Al-Aqsa.

Dans un communiqué signé par son président, M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'UIPA a indiqué que les incursions continues de colons et de responsables sionistes, soutenus par les forces d'occupation, dans les esplanades de la mosquée Al-Aqsa "constituent une agression flagrante contre les lieux saints islamiques, une grave violation du droit international et des résolutions pertinentes des Nations unies, une provocation directe aux sentiments de plus d'un milliard et demi de musulmans à travers le monde, ainsi qu'une menace sérieuse pour la sécurité et la stabilité de la région tout entière".

L'Union a également condamné la décision de l'entité sioniste d'approuver la création de plus de 30 nouvelles colonies dans les territoires palestiniens occupés, estimant qu'elle constitue "une violation manifeste de la légalité internationale et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, un crime de guerre au regard des Conventions de Genève, visant à

modifier la réalité démographique et géographique des territoires palestiniens occupés et à compromettre tous les efforts de paix et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Al-Qods pour capitale".

Ces politiques hostiles continuent "reflètent l'approche coloniale expansionniste" de l'occupation sioniste et confirment "son rejet de tous les appels internationaux à l'apaisement et au respect des lieux saints et des droits légitimes du peuple palestinien", a poursuivi l'UIPA, appelant la communauté internationale à "assumer ses responsabilités morales et juridiques et à prendre des mesures immédiates et fermes pour mettre fin à ces violations". Elle a, en outre, appelé à "l'imposition de sanctions effectives contre les autorités d'occupation, au soutien de la position palestinienne dans les fora internationaux et à la protection des lieux saints islamiques et chrétiens à Al-Qods, outre l'exercice de pressions pour mettre fin à la colonisation illégale et évacuer les colons".

En conclusion, l'Union interparlementaire arabe a réaffirmé son soutien au peuple palestinien dans sa lutte légitime pour recouvrer ses droits nationaux inaliénables, renouvelant son appui à tous les efforts visant à instaurer une paix juste et globale sur la base de la légalité internationale et de l'Initiative de paix arabe.

R.I

LIGUE ARABE

TENUE DE LA 12E RÉUNION DU PROCESSUS DE CONSULTATION RÉGIONALE SUR LA MIGRATION ET L'ASILE

Le Secréariat général de la Ligue des États arabes a organisé la 12e réunion du processus de consultation régionale arabe sur la migration et l'asile, avec la participation des points focaux des États membres ainsi que de représentants de l'Organisation internationale pour les migrations et de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), a indiqué lundi l'organisation. Tenue par visioconférence, la réunion porte notamment sur "les dernières évolutions relatives au suivi et à l'examen du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières", adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre

2018", ainsi que sur "la préparation des États membres à une participation effective au Forum d'examen des migrations internationales", prévu à New York du 5 au 8 mai prochain. Au cours de cette rencontre de deux jours, les États membres présenteront également leurs efforts en matière de suivi et d'examen de l'accord mondial relatif aux migrations. A cette occasion, les participants examineront la proposition soumise par l'Irak visant à renforcer la coopération arabe dans la lutte contre le trafic de migrants, ainsi que le projet de plan d'action du processus de consultation pour la période 2026-2027, qui devrait être adopté.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

LE CESSER-LE-FEU EST UNE ÉTAPE NÉCESSAIRE À TOUTE NÉGOCIATION

Le président libanais, Joseph Aoun, a affirmé lundi que le cessez-le-feu constitue une première étape nécessaire à toute négociation.

Recevant une délégation des régions de Hasbaya et d'Argoub, le président Aoun a souligné que l'objectif est de mettre fin à l'état de guerre avec l'entité sioniste et de parvenir à une formule proche d'un accord de cessez-le-feu, précisant que la quête de la paix relève d'une responsabilité nationale.

Par ailleurs, l'entité sioniste poursuit ses agressions contre le sud du Liban, en violation de la trêve entrée en vigueur le 16 avril pour une durée de dix jours, avant d'être prolongée de trois semaines.

Selon le ministère libanais de la Santé publique, le bilan des victimes de l'agression sioniste contre le Liban depuis le 2 mars dernier s'élève à 2.509 martyrs et 7.755 blessés.

R.I

UTILISATION DES PSEUDONYMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

LE GABON IMPOSE
UNE IDENTITÉ RÉELLE
AUX INTERNAUTES

À l'ère du numérique, les pseudonymes sont devenus des outils essentiels d'expression et de protection. Mais leur interdiction, comme récemment décidée au Gabon, relance un débat sensible : faut-il sacrifier l'anonymat pour responsabiliser les internautes ?

Par Yakout Abina

Les pseudonymes sont au cœur de l'identité numérique. Ils permettent aux internautes de s'exprimer, de créer et parfois de se protéger. Dans de nombreux pays, l'anonymat en ligne est considéré comme une garantie de liberté d'expression, notamment dans des contextes politiques sensibles. Mais cette pratique est aussi critiquée, car elle peut favoriser les abus comme les insultes, la diffamation, et la propagation de fausses informations.

La récente ordonnance adoptée au Gabon en février dernier illustre cette tension. Le texte impose désormais aux utilisateurs des réseaux sociaux de s'identifier avec leur nom, prénom et numéro d'identification personnelle. Y compris pour les entreprises qui doivent, elles aussi, fournir leurs informations d'enregistrement officiel.

Pour les défenseurs du texte, cette mesure cherche à responsabiliser les internautes. Selon eux, elle contribuerait à réduire les comportements abusifs tels que les insultes, la diffamation ou la diffusion de contenus jugés déstabilisateurs. Cependant, la réforme suscite de vives oppositions. De nombreuses voix y voient une atteinte directe à la liberté d'expression, pourtant garantie par la Constitution. Ils craignent que l'obligation d'identification n'incite les citoyens



à s'autocensurer et limite la diversité des voix en ligne.

À ce jour, le Gabon est l'un des rares pays à avoir adopté une interdiction explicite des pseudonymes sur les réseaux sociaux. D'autres États imposent des règles de vérification d'identité ou de contrôle d'âge, mais peu vont jusqu'à la suppression totale de l'anonymat.

La Chine

Depuis 2011, la Chine a progressivement instauré l'obligation d'utiliser une identité réelle pour s'inscrire sur les plateformes en ligne. Les utilisateurs doivent fournir leur nom et un numéro de téléphone vérifié. L'anonymat est fortement restreint, en particulier pour la diffusion de contenus politiques ou sensibles. Cette politique s'inscrit dans une stratégie plus large de surveillance et de contrôle de

l'espace numérique, visant à limiter la dissidence et à renforcer la régulation sociale.

Le Vietnam

Le Vietnam a suivi une trajectoire similaire avec le Décret 147, entré en vigueur fin 2024. Désormais, tout utilisateur souhaitant publier ou partager du contenu sur les réseaux sociaux doit authentifier son compte via un numéro de téléphone local ou un numéro d'identification personnelle. Cette mesure traduit une volonté de renforcer la traçabilité des internautes et de limiter l'anonymat dans un contexte de montée des tensions politiques et sociales.

La Corée du Sud

En 2007, la Corée du Sud avait imposé l'identité réelle sur les grands sites internet, et a durci les règles à la suite du suicide de Choi Jin-sil en octobre 2008, une

actrice victime de cyberharcèlement. Mais en 2012, la Cour constitutionnelle a annulé cette loi, jugeant qu'elle portait atteinte à la liberté d'expression et qu'elle n'avait pas réduit de manière significative les insultes en ligne. Ce cas illustre les limites de la régulation par l'identité réelle : si elle peut sembler protectrice, elle ne garantit pas nécessairement une amélioration du climat numérique.

Ainsi, le Gabon rejoint les rares pays à interdire clairement l'usage des pseudonymes sur les réseaux sociaux. La plupart des autres États comme en Europe et en Australie, privilégient des mesures de contrôle d'âge ou de responsabilisation indirecte tel que le contrôle d'âge, la vérification partielle de l'identité, ou la responsabilisation des plateformes, plutôt qu'une suppression totale de l'anonymat.

Jusqu'ici, lorsqu'une infraction était commise en ligne, les autorités pouvaient identifier l'auteur en remontant à son adresse IP. Mais l'usage d'outils comme les VPN, qui permettent de masquer sa géolocalisation, rendent déjà possible le brouillage des pistes. Ainsi, une obligation généralisée d'authentification pourrait rendre chaque action en ligne directement liée à une identité vérifiée, ce qui faciliterait les enquêtes mais réduirait l'anonymat.

Bien que l'ordonnance soit entrée en vigueur immédiatement, elle doit encore être examinée par le Parlement, qui pourra la modifier, l'approuver ou la rejeter. Cette décision intervient dans un contexte particulier : depuis février, l'accès aux réseaux sociaux est suspendu, les autorités affirment vouloir protéger la jeunesse et lutter contre les abus numériques.

Y.A

MUTATION EN PROFONDEUR DU MOBILE
ET VOICI LE TÉLÉPHONE D'OPENAI!

Après avoir envahi nos écrans d'ordinateur et nos fenêtres internet, OpenAI cible désormais l'outil le plus intime du quotidien : le téléphone portable. Pourtant, ce projet dissimule une visée bien plus radicale qu'une simple refonte de l'interface.

Par Salim Nait Ougelmim

Une rumeur grandissante agite le secteur technologique. OpenAI, créateur de ChatGPT, ne voudrait plus seulement fournir l'intelligence logicielle de nos appareils. D'après l'analyste réputé Ming-Chi Kuo, la société basée à San Francisco préparerait discrètement son propre matériel. Le but serait de créer un « téléphone à IA » capable de dépasser les contraintes imposées par les fabricants actuels. Même si l'hypothèse d'un combiné signé OpenAI circule depuis longtemps, les informations qui émergent aujourd'hui indiquent que l'entreprise s'apprête à toucher au composant essentiel de la machine : son cerveau électronique. L'intention secrète de Sam Altman n'est pas d'intégrer l'IA comme une option, mais de la placer au centre de l'usage mobile. Pour concrétiser cette vision, OpenAI collaborerait étroitement avec MediaTek et Qualcomm afin de concevoir des processeurs dont la fabrication en série

démarrerait en 2028. Contrairement aux puces habituelles qui favorisent la puissance du CPU ou du GPU pour les jeux, ce nouveau composant mettrait l'accent sur la gestion de la mémoire et l'exécution locale de modèles linguistiques. L'appareil pourrait ainsi comprendre son utilisateur en permanence grâce à des fonctions toujours actives à très faible consommation. Cette puce ne se bornerait pas à écouter : elle analyserait l'environnement en temps réel pour prévoir les besoins sans contacter systématiquement le nuage informatique. Une telle approche évoquerait celle de Google avec ses puces Tensor sur les Pixel, mais OpenAI irait probablement plus loin. Le processeur serait spécifiquement conçu pour faire fonctionner localement des modèles réduits, tout en basculant sans heurt vers des serveurs distants pour les tâches complexes. Cette optimisation matérielle supprimerait les lenteurs actuelles liées à l'exécution de l'IA sur des composants généralistes, offrant une réactivité inédite. OpenAI s'appuierait sur des partenaires industriels solides. Luxshare, un fournisseur clé déjà présent dans la chaîne d'Apple, serait l'allié exclusif pour la conception du système et la production. Les caractéristiques finales et le choix des sous-traitants seraient arrêtés d'ici fin 2026. L'arrivée d'un tel terminal pourrait sonner la mort de l'écran d'accueil comme nous le connaissons. Au lieu de par-

courir des dizaines d'applications isolées, l'utilisateur dialoguerait avec une intelligence centrale capable de diriger toutes les fonctions. Ce mobile ChatGPT miserait sur une compréhension constante du contexte personnel, rendue possible par les capacités d'analyse visuelle et audio de ses modèles. Cette philosophie transformerait le téléphone en un véritable agent individuel, rendant inutiles les menus et icônes classiques au profit de commandes vocales ou écrites naturelles. Il resterait pourtant des défis techniques considérables, notamment sur la consommation d'énergie. Faire tourner une IA toujours active exige une gestion thermique et électrique parfaite pour ne pas sacrifier l'autonomie. OpenAI devrait aussi garantir la confidentialité des données, car un processeur qui analyse tout en continu soulève de graves questions éthiques. Le projet d'un smartphone ChatGPT marquerait une étape historique dans l'évolution de la téléphonie mobile. Bien que l'échéance 2028 semble lointaine, les choix industriels actuels dessinent notre futur numérique. OpenAI ne chercherait pas seulement à vendre un nouvel appareil, mais à devenir le nouveau système d'exploitation de nos existences. Une entreprise très ambitieuse, qui devra aussi convaincre des utilisateurs aux habitudes bien ancrées.

S.N.O

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DURABLE

LE CHARBON VERT MOTEUR D'AVENIR ?

Face à la hausse du coût de l'énergie fossile et aux effets du changement climatique, le Tchad mise sur des solutions locales plus durables. Le charbon vert, fabriqué à partir de déchets végétaux, s'impose progressivement comme une alternative économique au charbon de bois classique. Entre lutte contre la déforestation, soutien aux ménages et création d'emplois, cette filière ouvre de nouvelles perspectives.

Par Chaimaa Sadou

Au Tchad, où le bois et le charbon traditionnel restent au cœur de la cuisson domestique, le développement du charbon dit "vert" attire de plus en plus l'attention. Fabriquées à base de résidus agricoles comme les tiges de millet et de sésame, les feuilles de palmier ou encore les rafles, ces briquettes représentent une réponse concrète aux défis énergétiques, économiques et environnementaux.

Dans les unités de production, ces déchets végétaux sont triés, broyés puis mélangés à de la gomme arabique pour faciliter l'allumage, et à de l'argile afin de prolonger la combustion. Le résultat est un combustible qui fume moins, chauffe plus longtemps et use moins les casseroles. Selon les producteurs, une briquette peut durer jusqu'à trois fois plus longtemps qu'un charbon ordinaire, réduisant ainsi les dépenses des ménages.

Dans un contexte marqué par la flambée des prix de l'énergie, aggravée par les tensions internationales, cette solution apparaît comme une alternative accessible pour de nombreuses familles. À N'Djamena, Sophie Saboura, 24 ans, témoigne : « Cela ne noircit pas la casserole et il



n'y a pas d'effets secondaires ». Comme elle, plusieurs usagers mettent en avant son coût réduit, sa longue durée et un impact limité sur la santé grâce à une fumée moins importante.

Au-delà de l'économie domestique, le charbon vert répond aussi à une urgence écologique. Dans un pays confronté à la pression sur les ressources forestières, cette filière contribue à limiter la coupe du bois et donc la déforestation. En valorisant des déchets agricoles souvent abandonnés ou brûlés, elle participe à l'assainissement et à la réduction des émissions polluantes.

Des structures locales, comme l'Association Raikina pour le développement socio-économique (Adser),

produisent déjà dix tonnes par jour. Cette activité génère des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, et montre que la transition écologique peut être un levier économique. Pour Ousmane AlhadjOumaro, directeur technique, « le charbon écologique contribue à lutter contre la déforestation et les effets du changement climatique ».

Le potentiel reste important, même si des limites persistent. La fabrication demande du temps, parfois près d'une semaine, et l'offre ne couvre pas encore toute la demande. Pierre Garba, spécialiste des énergies renouvelables, le rappelle : le processus de production reste long. Dans plusieurs zones, l'approvisionnement demeure irrégulier. Les pro-

ducteurs cherchent donc à augmenter leurs capacités et à mieux structurer la distribution.

Le charbon vert soulève aussi la question de la sécurité énergétique et sociale. Pour les familles modestes, l'accès à une énergie abordable influence directement le budget du foyer. Il peut aussi avoir des effets indirects sur le bien-être, notamment pour les enfants. Lorsque les dépenses énergétiques baissent, les ménages peuvent consacrer davantage de ressources à l'alimentation, un enjeu majeur pour les écoliers. Une bonne nutrition reste essentielle pour favoriser l'apprentissage, la concentration et de meilleures conditions d'étude. Des études locales le confirment.

Cette filière montre qu'écologie et développement peuvent avancer ensemble. Soutenue par des investissements, une meilleure sensibilisation et des politiques publiques adaptées, la filière pourrait gagner en ampleur.

Au Tchad, le charbon vert ne se limite plus à une innovation expérimentale. Il apparaît comme une réponse pragmatique : protéger les forêts, réduire les dépenses des ménages et offrir une énergie plus propre. Dans un contexte de transition énergétique mondiale, cette piste pourrait inspirer d'autres pays africains confrontés aux mêmes urgences. En transformant des déchets en ressources utiles, le Tchad montre qu'une transition énergétique adaptée aux réalités locales est possible. Son essor dépendra désormais de sa capacité à passer de l'innovation locale à une véritable filière énergétique d'avenir. Dans un contexte de tensions sur les marchés de l'énergie, cette solution locale prend ainsi une portée stratégique.

C.S

PRÉSERVATION ENVIRONNEMENTALE NATIONALE INNOVATION TECHNOLOGIQUE AU SERVICE DES ÉCOSYSTÈMES À KHENCHELA

Les participants au colloque national sur "la gestion durable des écosystèmes naturels en Algérie", clôturé jeudi à Khenchela, ont appelé à "tirer parti de l'innovation technologique pour garantir l'équilibre des écosystèmes".

Il a été recommandé, en clôture de cette rencontre de deux jours organisée à l'Ecole nationale supérieure des forêts (ENSF) de Khenchela, de "recourir à la technologie du laser scanning (balayage laser) et aux drones pour établir un inventaire complet et de haute précision de la biomasse forestière et obtenir des cartes en 3D permettant de surveiller la croissance des arbres et de déterminer les zones menacées par les incendies ou les maladies avec une haute précision".

La présidente du colloque, Pr Sara Hassad, de l'ENSF, a appelé à "travailler sur le développement d'algorithmes d'analyse des images capturées par satellites, de manière périodique, pour détecter les ravageurs forestiers dès leur apparition, afin de passer de la réaction après les dommages causés à la forêt à la proactivité technologique", ce qui conduira, selon elle, à la réduction des coûts d'intervention et à la protection de la biodiversité.

Elle a également recommandé de travailler sur "la numérisation

de la surveillance des écosystèmes" et de "créer une base de données géographique numérique en utilisant la télédétection pour surveiller la dégradation des terres, les incendies de forêt et les changements affectant la couverture végétale".

La même intervenante a appelé, lors de la lecture des recommandations du colloque, à "encourager l'investissement dans les plantes médicinales et aromatiques locales qui ont prouvé leur efficacité en tant qu'antibiotiques naturels ou insecticides biologiques, et à relier ces recherches au secteur de l'industrie de transformation pour réaliser un développement durable pour les habitants des zones forestières et montagneuses".

Cette rencontre nationale organisée par l'ENSF en coordination avec le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra a donné lieu à 97 communications, 19 interventions orales et 71 posters scientifiques commentés.

Les professeurs et les étudiants présents ont débattu de sujets liés à la gestion rationnelle des écosystèmes et à la contribution de l'innovation technologique à la protection de l'environnement en Algérie.

R.ENV

ÉQUILIBRE NATUREL DÉVELOPPEMENT D'UNE AQUACULTURE DURABLE ET RESPECTUEUSE DES RESSOURCES HYDRIQUES À GUELMA

Une journée technique sur les opportunités d'investissement offertes aux personnes aux besoins spécifiques dans le domaine de l'aquaculture a été organisée jeudi à Guelma, sous le slogan : "Par mon idée, je défie mon handicap".

Cette initiative vise à renforcer les connaissances des personnes aux besoins spécifiques sur les opportunités de réalisation de projets économiques, afin de favoriser leur insertion professionnelle et sociale, a souligné à l'APS le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques de la wilaya, Faouzi Habita, en marge de l'ouverture de cette rencontre à l'Institut technologique spécialisé de formation en production animale (ITSFPA).

Le même responsable a précisé que cette rencontre, organisée en coordination avec l'association Izdihar pour les activités de jeunesse et l'insertion des personnes aux besoins spécifiques, ainsi que l'association de protection de l'environnement Planète bleue, met l'accent sur l'acquisition de compétences artisanales pour les plus de 18 ans.

Cela concerne notamment les métiers liés à la pêche et à l'aquaculture, tels que la fabrication de filets de pêche.

De son côté, Mme Asma Kerdoussi, inspectrice principale à la direction de la Pêche, a présenté une étude de cas pour un micro-projet de production de poissons d'ornement sous serre, sur une surface de 50 mètres carrés.

Elle a souligné que ce projet est parfaitement réalisable sur un terrain de seulement 10 mètres de long sur 5 mètres de large, précisant qu'il est adapté aux spécificités physiques de cette catégorie sociale et que son coût de réalisation reste très abordable.

Cette rencontre a également été marquée par l'organisation d'ateliers ouverts au profit des bénéficiaires pris en charge au niveau du centre psychopédagogique du chef-lieu de wilaya, portant sur la fabrication de filets de pêche et la production d'aliments pour poissons, ainsi que par une visite de terrain d'un bassin aquacole modèle réalisé au sein de l'Institut technologique spécialisé de formation en production animale.

La journée technique a connu une large participation des personnes aux besoins spécifiques et de leurs accompagnateurs, des formateurs du centre psychopédagogique, ainsi que des représentants des dispositifs de soutien à l'emploi, de l'Agence de développement social, des directions des services agricoles, de l'action sociale et de la solidarité, de la formation et de l'enseignement professionnels, du commerce, de l'emploi, de la protection civile et de la conservation des forêts.

R.ENV

JOURNÉE NATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES AMÉLIORATION DE LA PRISE EN CHARGE DES SÉNIORS EN ALGÉRIE

Chaque année, le 27 avril, l'Algérie célèbre la journée nationale des personnes âgées, une occasion pour rendre hommage à cette catégorie qui a consacré sa vie à bâtir la société d'aujourd'hui.

Par Malika Azeb

Cette journée s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les autorités du pays pour la prise en charge pluridisciplinaire des seniors.

Le professeur Mustapha Benamer, président de la Société algérienne de gériatrie, a indiqué hier à la radio Chaîne 3 de la radio algérienne que « la prise en charge des seniors s'est nettement améliorée ces dernières années », ajoutant que « toute la législation algérienne, toutes les structures de santé en Algérie prennent en charge le sujet âgé ».



M. Benamer a souligné que cette catégorie de la société bénéficie de « tout un arsenal juridique qui nous incite à respecter la personne âgée, et l'introduction d'un module de gériatrie en sixième

année de médecine constitue une avancée majeure dans la prise en charge adéquate des seniors, et cela permettra de former une nouvelle génération de médecins ».

Il a également insisté sur l'impératif de former tous les acteurs impliqués dans la prise en charge des personnes âgées, principalement les accompagnateurs, qui sont actuellement des volontaires, et les paramédicaux, qui ne sont pas formés spécifiquement dans ce domaine, même s'ils fournissent des efforts importants dans l'accompagnement de ces personnes, notamment lorsqu'ils sont hospitalisés.

L'Algérie dispose aujourd'hui d'un arsenal juridique qui encourage et encadre la protection des personnes âgées, traduisant une volonté affirmée des pouvoirs publics d'améliorer leurs conditions de vie et leur accès aux soins.

H.I

DES ACTIVITÉS SOLIDAIRES DANS LES WILAYAS DE SAÏDA, AÏN TEMOUCHENT, TIARET ET TISSEMSILT

Une série d'activités solidaires ont été organisées, lundi à travers plusieurs wilayas de l'Ouest du pays au profit des personnes âgées, à l'occasion de la Journée nationale dédiée à cette frange de la société, célébrée le 27 avril de chaque année.

Ces initiatives ont été marquées par l'organisation d'excursions de détente vers des stations thermales, des caravanes solidaires, ainsi que la distribution d'aides sociales et médicales, indique-t-on.

Dans la wilaya de Saïda, 84 personnes âgées ont bénéficié d'une semaine complète de repos et de détente à la station thermale Hammam-Rabi, située dans la commune d'Ouled-Khaled, dans le cadre d'une initiative organisée par la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS).

Le wali de Saïda, Amoumen Mermouri, a souligné que cette opération reflète l'importance accordée aux personnes âgées et l'engagement des autorités à améliorer leurs conditions sanitaires et de vie. Des conditions organisationnelles adéquates ont été mises en place afin

d'assurer un séjour confortable aux bénéficiaires, qui ont exprimé leur satisfaction face à cette initiative.

Dans la wilaya d'Aïn Temouchent, 90 personnes âgées ont profité d'excursions de détente vers la station minérale de Hammam-Bouhadjar. L'opération a été organisée en deux groupes, avec hébergement complet pour les bénéficiaires, dont des pensionnaires de Maisons pour personnes âgées, ainsi que des personnes démunies issues du milieu familial, dans le cadre d'activités solidaires dédiées à cette catégorie.

Dans la wilaya de Tiaret, une caravane solidaire a été lancée au profit de 133 personnes âgées vivant dans des zones reculées réparties sur 30 communes. Cette initiative a donné lieu à la distribution d'aides et d'équipements médicaux, tels que des fauteuils roulants, des matelas médicaux et des appareils auditifs, ainsi que l'organisation d'excursions de détente au profit des pensionnaires d'établissement d'accueil de personnes âgées vers des stations thermales situées à Saïda et Tissemsilt. Les activités ont également été marquées par l'organisation

d'événements culturels et d'hommages en l'honneur de personnes ayant excellé dans les programmes d'alphabétisation, ainsi que de personnels médicaux.

Par ailleurs, 170 personnes âgées de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié d'un séjour de détente dans une station thermale de la wilaya de Djelfa, d'une durée de quatre jours, comprenant des soins médicaux et des programmes touristiques, dans le cadre des efforts visant à prendre en charge les catégories vulnérables. A la même occasion, une caravane solidaire a été lancée pour distribuer des couvertures et des matelas à plus de 320 familles démunies à travers les différentes communes de la wilaya.

Ces initiatives solidaires s'inscrivent dans le cadre de la politique sociale de l'Etat visant à renforcer la prise en charge des personnes âgées, à améliorer leurs conditions de santé et de bien-être psychologique et à promouvoir les valeurs de solidarité et d'entraide sociale à travers les différentes wilayas du pays, souligne-t-on.

R.S

SANTÉ PUBLIQUE APPEL À L'ADOPTION D'UN RÉGIME ALIMENTAIRE ÉQUILIBRÉ POUR PRÉVENIR LE STRESS OXYDATIF

Des spécialistes et chercheurs ont appelé, lundi à Blida, à l'adoption d'un régime alimentaire équilibré, considéré comme un moyen essentiel pour prévenir les effets du stress oxydatif sur la santé.

Intervenant lors d'un colloque national intitulé "Le stress oxydatif dans un monde en mutation : santé, environnement et innovations multidisciplinaires", organisé par la faculté des sciences de la nature et de la vie, département biologie, de l'Université Blida1, les participants ont indiqué que ce phénomène résulte d'un déséquilibre entre radicaux libres et antioxydants dans l'organisme, favorisant l'apparition de maladies chroniques telles que les pathologies cardiovasculaires, les cancers et les troubles neurologiques.

Ils ont, à ce titre, insisté sur la nécessité de renforcer les comportements préventifs, notamment à travers une alimentation saine et un mode de vie équilibré.

La présidente du colloque, Pr. Leila Saâdi, a souligné que le stress oxydatif est fortement influencé par les habitudes de vie, notamment une alimentation déséquilibrée, la sédentarité et la pollution environnementale.

Elle a également plaidé pour une approche multidisciplinaire associant recherche scientifique et sensibilisation, afin de réduire ce phénomène, en misant sur l'amélioration du mode de vie, la protection de l'environnement et l'apport des avancées technologiques en matière de diagnostic et de traitement.

De son côté, la nutritionniste Amel Kennane a préconisé l'adoption d'un régime riche en antioxydants, privilégiant fruits et légumes frais, céréales complètes et fruits secs, tout en limitant les produits transformés et les graisses saturées. Elle a souligné que l'alimentation saine, associée à une activité physique régulière, contribue efficacement à atténuer l'impact des facteurs environnementaux nocifs, notamment dans un contexte de changements climatiques et de pollution.

Les participants ont, par ailleurs, mis en avant des innovations biotechnologiques et thérapeutiques dédiées à la prévention et au traitement, ainsi que le rôle de l'intelligence artificielle et des technologies numériques dans l'amélioration du diagnostic précoce et des stratégies de prévention. Ce colloque de deux jours, dont le programme comporte plus de 100 communications d'enseignants, doctorants et chercheurs de divers établissements universitaires, a constitué un espace d'échange scientifique et de renforcement de la coopération.

Il s'inscrit dans le cadre des efforts de l'université visant à promouvoir la recherche, encourager l'innovation et renforcer l'ouverture académique sur les différentes problématiques scientifiques d'actualité, notamment celles à l'intersection des domaines de la santé, de l'environnement et des biotechnologies, a indiqué le vice-recteur chargé de la prospective, Hocine Aït Saâdi, lors de l'ouverture des travaux.

R.S

L'UNICEF DONNE L'ALERTE PRÈS DE 7,5 MILLIONS D'ENFANTS DANS UN BESOIN HUMANITAIRE URGENT AU SAHEL

Près de 7,5 millions d'enfants au Sahel central sont dans un besoin humanitaire urgent, alerte lundi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Selon l'agence onusienne, malgré des progrès en matière de santé, d'éducation et d'état civil au Niger, au Burkina Faso et au Mali, des millions d'enfants restent dans un besoin humanitaire urgent.

"Près de 7,5 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire urgente au Sahel central. Une urgence qui reste trop loin de l'attention de la communauté internationale", a affirmé le Directeur exécutif adjoint de l'Unicef, Ted Chaiban, exhortant la communauté internationale à ne plus détourner le regard.

Au cours de sa mission de 14 jours au Niger, au Burkina Faso et au Mali, M. Chaiban a été "témoin direct d'une région riche en possibilités, mais continuellement affectée par l'insécurité, les chocs climatiques et les crises socio-économiques". L'Unicef précise que plus de 3,6 millions de personnes ont été déplacées de force par la violence. Les Nations unies ont documenté plus de 1.500 violations graves contre des enfants: meurtres, enlèvements, recrutement par des groupes armés.

En 2025 seulement, plus de 8.400 écoles ont été rendues inaccessibles, exposant les enfants aux maladies, à la détresse psychosociale et compromettant leurs chances d'un développement complet et sain.

R.S

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE GYMNASTIQUE ARTISTIQUE

KAYLIA NEMOUR SACRÉE REINE DE L'ÉDITION 2026

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour a une nouvelle fois confirmé son statut de star montante de la discipline, en étant couronnée meilleure gymnaste féminine lors de la 19e édition des Championnats d'Afrique de gymnastique artistique, à Yaoundé (Cameroun).

Au terme d'une compétition qu'elle a largement dominée, Nemour a impressionné par sa maîtrise technique, son élégance et une constance remarquable, s'imposant comme la figure incontournable de ces toutes continentales. Performance après performance, l'Algérienne n'a laissé aucune place au doute, surclassant ses adversaires avec une aisance rare.

L'athlète algérienne, âgée de 19 ans, a raflé cinq médailles d'or (concours général par équipes, concours général individuel, barres asymétriques, poutre et sol), ce qui lui a valu d'être désignée meilleure gymnaste de cette 19e édition.

Son sacre a été rehaussé par la présence du président de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), aujourd'hui appelée World Gymnastics, le Japonais Morinari Watanabe, qui lui a personnellement remis le trophée.

Au-delà de cette distinction individuelle, Nemour repart de ces championnats avec une moisson impressionnante de médailles, confirmant sa domination sur le continent. Elle a notamment décroché plusieurs titres dans différentes spécialités, consolidant ainsi sa réputation de gymnaste complète et redoutable.



Plus qu'une simple victoire, ce sacre s'inscrit dans une trajectoire exceptionnelle. A seulement quelques années du sommet mondial, Nemour ne se contente

pas de briller : elle construit, compétition après compétition, un véritable héritage pour la gymnastique africaine et algérienne. La championne olympique 2024, a survolé le concours général féminin avec un total de 56,498 points, s'adjugeant le titre continental et confirmant son sta-

tut de référence africaine de la discipline. Elle a également brillé aux agrès, notamment aux barres asymétriques, où sa maîtrise technique et la qualité de ses exécutions ont fait la différence face à ses principales concurrentes.

R.S

FOOTBALL/MISE À JOUR DE LA 19^e JOURNÉE

Le MC Alger, solide leader du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, recevra dans le match attrayant du haut de tableau, l'Olympique Akbou, pour assurer quasiment le dixième titre de son histoire, alors que la JS Kabylie et le MC Oran s'affronteront dans une affiche indécise, à l'occasion de la mise à jour de la 19e journée, prévue ce mardi et demain mercredi.

Le MC Alger (1er, 58 pts) abordera ce rendez-vous avec l'ambition claire d'enchaîner un deuxième succès consécutif, après sa précieuse victoire en déplacement face à l'ES Ben Aknoun (3-2).

Un nouveau succès permettrait aux Algérois de faire un pas important vers un troisième titre de rang, qui serait le dixième de leur histoire, confirmant ainsi leur domination sur le championnat depuis 2024.

En face, l'Olympique Akbou (3e, 44 pts), tentera de jouer les trouble-fête. Accrochée à Béjaïa lors du derby kabyle face à la JS Kabylie (1-1), la formation d'Akbou se déplacera avec la ferme intention de ramener un résultat positif afin de consolider sa place sur le po-

dium et rester dans la course aux premières positions.

Dans l'autre rencontre, la JS Kabylie (6e, 38 points) n'aura plus droit à l'erreur à la maison face au MC Oran (4e, 42 pts), une équipe capable du meilleur comme du pire.

Les "Canaris" joueront l'une de leurs dernières cartes pour espérer décrocher une qualification continentale en fin de saison. Face à eux, les Hamraoua débarqueront avec des ambitions élevées, et pour se racheter de la lourde défaite concédée récemment sur le terrain de l'ES Sétif (3-0).

Les joueurs de l'entraîneur intérimaire, Rabah Bensafi, chercheront à renouer avec la victoire devant leur public, eux qui restent sur un triste bilan de quatre nuls de suite.

Auteur d'une saison en deçà des attentes de ses supporters, JSK devra impérativement l'emporter pour relancer ses chances dans la course à l'Afrique, dans un duel qui s'annonce aussi disputé que décisif.

De leur côté, les poulains de Si Tahar Chérif El-Ouezzani, viseront un rebond immédiat pour se rapprocher du podium.

Programme des matchs de la mise à jour du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, prévus mardi et mercredi :

Mardi 28 avril 2026 :
MC Alger - Olympique Akbou 20h00

Mercredi 29 avril 2026 :

JS Kabylie - MC Oran 17h45

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	58	26
2). JS Saoura	47	26
3). O. Akbou	44	26
4). MC Oran	42	26
--). CS Constantine	42	27
6). CR Belouizdad	38	22
--). JS Kabylie	38	26
--). ES Ben Aknoun	38	26
9). USM Khenchela	34	25
--). ASO Chlef	34	27
11). ES Sétif	30	26
12). USM Alger	29	22
--). MB Rouissat	29	26
14). Paradou AC	21	26
15). ES Mostaganem	17	26
16). MC El-Bayadh	15	27

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LE SPORT

UN LEVIER DE REVENUS POUR LES CLUBS SPORTIFS

La propriété intellectuelle constitue un gisement pour diversifier les sources de financement des clubs sportifs en Algérie, ont souligné dimanche des responsables et experts réunis à Alger.

Intervenant lors d'un panel intitulé «Le rôle de la propriété intellectuelle dans l'innovation et l'économie du sport», organisé par l'Institut national algérien de la propriété intellectuelle (INAPI) à l'occasion de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle, les participants ont appelé à une meilleure valorisation des actifs immatériels dans le secteur sportif.

Ils ont insisté sur la nécessité pour les clubs de déposer leurs marques, logos et autres signes distinctifs afin de les exploiter commercialement et d'en tirer des revenus supplémentaires, contribuant ainsi à améliorer leurs capacités financières et leurs conditions de fonctionnement.

Des exemples d'innovations ont été présentés, notamment des équipements sportifs intelligents, des vêtements intégrant des capteurs de performance ou encore des chaussures adaptées à différentes surfaces, dont les concepteurs ont protégé les inventions

par des brevets auprès de l'INAPI.

Malgré ce potentiel, seuls 13 clubs de football, professionnels ou amateurs, disposent actuellement de marques enregistrées en Algérie, illustrant «l'ampleur du travail à accomplir», selon les intervenants.

Représentant le ministre de l'Industrie, le secrétaire général du ministère, Kheireddine Ben Aïssa, a relevé que les clubs commencent progressivement à intégrer une logique de professionnalisation, marquée par un intérêt croissant pour la protection de leur identité juridique et commerciale.

Cette évolution traduit, selon lui, un besoin accru d'accompagnement en matière de propriété intellectuelle au profit des acteurs du sport, notamment dans le football professionnel.

Dans ce cadre, l'INAPI a réaffirmé sa disponibilité à soutenir le secteur à travers des actions de sensibilisation, des formations spécialisées et des diagnostics des portefeuilles de marques et de brevets.

L'objectif est de permettre aux clubs, fédérations et associations de mieux protéger et valoriser leurs actifs immatériels.

Le secrétaire général du ministère des Sports, Fouad Makhlof, a, pour sa part, souligné que le sport est désormais un secteur économique à part entière, constituant un indicateur de compétitivité et un vecteur de production de connaissances, en constante interaction avec les évolutions technologiques.

De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Othmane Ahmed Essalek, a estimé que les droits de propriété intellectuelle jouent un rôle déterminant dans la structuration d'un écosystème liant innovation, investissement et performance, dans un contexte où le sport s'impose comme une industrie mondiale.

Le directeur général de l'INAPI, Abdelhafid Belmechdi, a rappelé que la propriété intellectuelle peut générer des revenus significatifs à travers les marques, les brevets et les dessins industriels, tout en soulignant que le potentiel reste important en Algérie, notamment dans les équipements sportifs et les droits de diffusion.

R.S

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

UNE NOUVELLE DISTINCTION POUR VALORISER LES DROITS D'AUTEUR ET L'INNOVATION

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a présidé, hier lundi, la conclusion de trois accords réunissant l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) et plusieurs organismes publics et privés, dans le but de consolider la protection de la propriété intellectuelle.

Par Youcef Hamidi

Organisée au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, cette cérémonie de signature s'est tenue à l'occasion de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle, célébrée chaque année le 26 avril. Lors de son intervention, Mme Bendouda a réitéré la détermination de son département à poursuivre les actions de sensibilisation autour du rôle essentiel de la propriété intellectuelle, qu'elle a qualifiée de « pilier indispensable à l'équilibre de tout système créatif ».

Elle a également souligné que la sauvegarde des œuvres ne se limite pas à une simple contrainte juridique,



mais relève d'un véritable choix de société. Selon elle, la défense des droits des créateurs constitue une responsabilité partagée qui implique

l'engagement des institutions, des médias ainsi que de la société civile.

Pour sa part, le directeur général de l'ONDA, Samir Thaalbi, a insisté

sur la nécessité de préserver la créativité humaine en tant que moteur du développement durable. Il a, en outre, mis en lumière le rôle déterminant de l'innovation numérique dans l'évolution des sociétés contemporaines.

Ces conventions ont été signées de manière bilatérale entre l'ONDA et plusieurs partenaires, notamment l'institution des Archives nationales, représentée par son directeur général Mohamed Bounâama, l'École nationale supérieure du journalisme et des sciences de l'information, représentée par Khaled Lalaoui, ainsi qu'un représentant de la plateforme de distribution musicale numérique « Dropzik ».

Dans le prolongement de cette célébration, Mme Bendouda a également procédé au lancement du label « Copyright friendly ». Cette distinction institutionnelle, attribuée chaque année, vise à récompenser les entreprises qui respectent l'authenticité des créations ainsi que les droits d'auteur et les droits voisins.

Y.H

PARCOURS TOURISTIQUE

LE CHEMIN DES TOURISTES À CONSTANTINE SUR LA VOIE DE LA RÉHABILITATION

Accroché aux parois vertigineuses des gorges du Rhummel, le chemin des touristes de Constantine est désormais engagé sur la voie de la réhabilitation.

Symbole du patrimoine naturel et historique de la ville, cet itinéraire emblématique longeant les gorges du Rhummel fait l'objet d'une relance progressive, portée par une volonté affichée de réhabiliter et valoriser les sites à fort potentiel touristique.

Inscrit dans les programmes de modernisation urbaine, le projet de réhabilitation mobilise une enveloppe dépassant les 600 millions de dinars, destinée à la sécurisation des falaises, à l'aménagement du parcours et à la mise en valeur de ce site exceptionnel.

L'objectif est de transformer ce lieu longtemps

fermé au public en un espace attractif, répondant aux normes de sécurité et aux attentes des visiteurs.

Dans ce contexte, une nouvelle étape vient d'être franchie avec l'attribution du marché relatif à l'assistance technique au maître de l'ouvrage, une mission, portant sur l'approbation de l'étude technique du projet d'exécution, selon les informations fournies par les services de la wilaya.

L'opération a été confiée à un groupement de bureaux d'études pour un montant de plus de 24 millions de dinars, avec un délai de réalisation fixé à quatre mois, a précisé la même source.

Cette attribution constitue un jalon déterminant dans l'évolution du projet, a estimé la même source qui indique qu'elle marque le passage vers une phase plus opérationnelle.

Au-delà de son aspect technique, la réhabilitation du chemin des touristes s'inscrit dans une vision plus large de requalification urbaine et de relance du tourisme à Constantine, selon la même source.

En reconnectant la ville à l'un de ses parcours les plus spectaculaires, les autorités entendent redonner vie à un site chargé d'histoire, tout en renforçant l'attractivité de la capitale de l'Est.

Si des défis techniques subsistent, notamment en raison de la complexité géologique des lieux, les avancées enregistrées ces dernières semaines traduisent une dynamique nouvelle, a-t-on souligné.

Le chemin des touristes, longtemps à l'abandon, semble ainsi se rapprocher progressivement d'une renaissance attendue par les Constantinois.

R.S

MOIS DU PATRIMOINE À BOUIRA

LE VILLAGE DE TASSALA TOUJOURS AU RENDEZ-VOUS

Le village montagneux de Tassala dans la commune de Taghzout (Est de Bouira) abrite depuis dimanche une série d'activités et d'expositions dédiées à l'artisanat, avec la participation d'une cinquantaine d'exposants.

A l'entrée de ce village touristique et dans sa ruelle principale, une grande exposition consacrée aux métiers et produits artisanaux de la région de Bouira se tient, proposant les œuvres d'une cinquantaine d'exposants venus des différentes communes de la wilaya.

Ce rendez-vous culturel de trois jours est organisé à l'occasion du Mois du Patrimoine (18 avril - 18 mai) par la Maison de la culture Ali-Zaâmoum en collaboration avec l'Association locale "Thagherma", a indiqué à l'APS son directeur, Mekbel Mohand Zine.

C'est dans une ambiance empreinte d'authenticité que le village de Tassala accueille le Mois du Patrimoine, placé cette année sous le slogan "Notre patrimoine, notre civilisation". Le programme se distingue par sa richesse et sa diversité, alliant expositions, ateliers et rencontres intellectuelles.

Les expositions, qui constituent le cœur de la manifestation, présentent des costumes traditionnels, des bijoux, de la poterie et des plantes médicinales, un tout qui témoigne du savoir-faire ancestral et de la richesse du patrimoine populaire.

Les plats traditionnels et les gâteaux

traditionnels ont transporté les visiteurs dans un voyage gustatif au cœur des saveurs d'antan. Les ustensiles traditionnels et les tapis ont illustré la finesse de l'artisanat, tandis que les expositions d'art plastique et de livres patrimoniaux ont apporté une dimension artistique et culturelle supplémentaire.

Le volet intellectuel a été marqué, lundi, par une conférence animée par le chercheur en patrimoine Boudjemaâ Kamel. Ce dernier a mis en lumière le rôle essentiel de la femme dans la préservation du patrimoine, en tant que pilier de l'identité nationale. De son côté, M. Bahmed Ibrahim, enseignant de langue amazighe, a présenté une intervention sur la linguistique et son importance dans la sauvegarde du patrimoine immatériel.

La manifestation a également été l'occasion pour les artisanes de se réunir en "Kaadda" traditionnelle, un moment fort marqué par des ateliers de tissage et de poterie, ainsi que par des explications sur les bijoux kabyles et leur symbolique.

Des chants religieux ont également rythmé cette rencontre, apportant une dimension spirituelle à l'événement. Cette manifestation offre un véritable espace de rencontre entre les générations et permet de redécouvrir la richesse du patrimoine algérien, suscitant une large adhésion du public grâce à sa portée culturelle et éducative.

R.S

EDITION

UN OUVRAGE ACADÉMIQUE AU SERVICE DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

Un ouvrage du chercheur en communication Badreddine Mallik a été présenté aux étudiants de la faculté des sciences de l'information et de la communication à Alger. Ce livre traite des campagnes de communication publique et de leur adaptation au contexte algérien.

Par Hamida Indja

Cet ouvrage didactique, signé par le chercheur et enseignant universitaire Badreddine Mallik, a été présenté dimanche aux étudiants de la section « Anglais » de la faculté des sciences de l'information et de la communication à l'université Alger 3.

Le livre aborde, dans une approche théorique et académique, les campagnes de communication publique. Il met en évidence l'importance d'adapter ces campagnes au contexte algérien afin de mieux répondre aux réalités de la société.

Il s'agit du premier ouvrage de l'auteur. Sa présentation s'inscrit dans le cadre de la série « Le livre de la faculté », une initiative organisée par la bibliothèque de l'université Alger 3.

Selon le responsable de la section « Anglais », Karim Belkaci, l'objectif de cette rencontre est d'encourager la recherche scientifique et la production intellectuelle des enseignants, notamment à travers la publication de livres et d'articles scientifiques. Il a également précisé que des étudiants internationaux ont assisté à cette activité.

De son côté, la conservatrice de la bibliothèque universitaire, Kenza Bachouchi, a expliqué que cette initiative s'inscrit dans un programme scientifique et administratif encouragé par la doyenne de la faculté, Mme Malika Atoui, en coordination avec la direction de la bibliothèque.

Cette démarche vise à inviter régulièrement des auteurs, notamment des enseignants-chercheurs et des doctorants, afin de présenter leurs travaux de recherche ou leurs nouvelles publications académiques aux étudiants.

Le livre de Badreddine Mallik, publié en 2026 en langue anglaise aux éditions « Eddar El Djazairia », compte 139 pages. Il propose des solutions à de nombreux problèmes sociaux à travers la mise en place de campagnes médiatiques. Celles-ci visent à sensibiliser le public et à encourager l'adoption de nouveaux comportements adaptés aux réalités de la société.

L'auteur a expliqué que ce sujet revêt une grande importance dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, ainsi que dans les sciences humaines en général. Il a ajouté que son ouvrage présente les bases théoriques des campagnes de communication publique et insiste sur les concepts qui permettent de les distinguer des autres formes de communication.

H.I

QUATRE ANS DE GUERRE EN UKRAÏNE

DES MILLIONS DE VICTIMES, MAIS L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT EST EN FÊTE

L'Ukraine saigne, la Russie tient bon et l'Europe paie la facture. Après quatre ans de guerre, une question s'impose : poursuivre la folie guerrière ou trouver le courage de chercher la paix ?

Par Marc Vandepitte
In mondialisation.ca

D'UNE « INVASION RAPIDE » À
UNE GUERRE SANS FIN

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine a donné l'ordre d'envahir l'Ukraine [Opération militaire spéciale]. La Russie espérait sans doute une victoire rapide. Mais celle-ci ne s'est pas matérialisée, en partie à cause de la forte résistance de l'Ukraine, que Moscou avait clairement sous-estimée.

Au début de la guerre, il existait de réelles possibilités de négociations de paix. Selon l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, ces tentatives ont toutefois été activement contrecarrées par les États-Unis et la Grande-Bretagne. L'ancien ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, a déclaré sans détour que l'objectif était « d'affaiblir la Russie ».

L'Ukraine a été utilisée pour éliminer ou affaiblir un adversaire stratégique sans devoir envoyer de troupes. À partir de ce moment-là, la guerre est passée d'un conflit portant sur le territoire ukrainien à un projet géopolitique. Ce qui avait commencé comme un conflit entre deux pays voisins a été transformé, par l'ingérence massive de l'OTAN, en une guerre par procuration. L'Ukraine sert ici, tragiquement, de chair à canon pour les intérêts stratégiques de l'Occident.

L'Occident a fourni massivement des armes lourdes et a imposé de très lourdes sanctions économiques. Le commerce a été interrompu, les liens énergétiques coupés et les avoirs russes à l'étranger gelés. L'économie russe devait être mise à genoux, mais cela ne s'est pas produit.

La Russie a réussi à transformer son économie en un système efficace de production de guerre et a trouvé, par des voies alternatives, des débouchés pour son commerce. Cela ne signifie pas que la Russie n'a pas subi de fortes pressions. Mais la stratégie de rupture économique totale n'a pas produit le résultat escompté. Moscou a tenu bon et a continué à faire la guerre.

La guerre est devenue une bataille d'usure totale. Les lignes de front ont à peine bougé, mais chaque mois a apporté son lot de nouveaux morts. Des deux côtés, les pertes se sont accumulées. Selon les estimations, 1,2 million de militaires russes et près de 600 000 soldats ukrainiens ont été tués ou blessés. L'Europe connaît ainsi sa guerre la plus meurtrière depuis la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de l'année écoulée, la guerre a fait rage plus violemment que jamais. En 2025, la Russie a lancé plus de 54 000 drones, soit cinq fois plus que l'année précédente. En raison d'une pénurie de missiles de défense aérienne, davantage de projectiles ont atteint leurs cibles et le nombre de victimes civiles a augmenté de 30 %.

De récentes attaques avec des missiles hypersoniques Oreshnik, pratiquement impossibles à intercep-



ter, ont paralysé la capitale pendant plusieurs jours. Coupures d'électricité et d'eau, froid extrême et menace constante marquent la vie quotidienne. Du côté russe aussi, les pertes sont énormes. Pour des gains territoriaux limités, Moscou paie un lourd tribut.

UN PRIX ÉLEVÉ

Dans cette guerre, c'est l'Ukraine qui paie le plus lourd tribut. Des villes sont en ruines et des millions de personnes sont déplacées, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les infrastructures sont détruites et l'économie désorganisée. Le pays reste debout grâce au soutien étranger. Sans cette aide, la base sociale, économique et militaire s'effondrerait.

Sur le plan militaire aussi, la situation n'est pas bonne. Depuis le second mandat de Trump, le soutien financier des États-Unis a complètement disparu. D'autres alliés, comme l'UE et le Canada, tentent de compenser, mais le total de l'aide militaire promise est tombé à son niveau le plus bas depuis le début de l'invasion.

Bien que l'armée russe éprouve des difficultés lors d'opérations complexes, Poutine dispose d'une supériorité numérique. Kiev souffre en outre d'un grave manque d'effectifs et de désertions. Sans changement, un scénario similaire à celui de la Première Guerre mondiale menace, où les lignes peuvent soudainement céder.

Les sondages auprès de la population montrent un sentiment partagé. Une majorité d'Ukrainiens veut continuer à tenir bon, mais 72 % accepteraient un plan de paix qui gèlerait la ligne de front actuelle, à condition d'obtenir des garanties de sécurité et sans reconnaissance officielle des territoires occupés.

Du côté russe, la situation n'est pas simple, mais elle est meilleure que celle de l'Ukraine. Malgré les lourdes pertes, Poutine peut encore compter sur un soutien considérable de sa population. La propagande de Poutine, qui mise sur le rétablissement de la puissance de la Russie, semble porter ses fruits. En outre, le Kremlin tente de dissimuler autant que possible les véritables coûts de la guerre, tels que le nombre de

morts.

Depuis le début de l'invasion, son taux d'approbation se situe constamment au-dessus de 80 %, même si les sondages dans un tel système politique doivent être considérés avec prudence. On peut néanmoins supposer que Poutine peut compter sur un front intérieur relativement stable. En raison des sanctions et des importants efforts de guerre, l'économie russe n'a pas la tâche facile, mais il n'est en aucun cas question d'une chute libre. Pour 2026, la Banque mondiale prévoit, tout comme en 2025, une croissance d'un peu plus de 1 %. À moyen terme, une stagnation et des dommages durables menacent toutefois.

L'Union européenne ne sort pas non plus indemne de la situation. Tandis que l'industrie de l'armement enregistre des bénéfices records, le reste de l'UE subit les conséquences de la politique de confrontation. À cause des sanctions, les coûts de l'énergie ont explosé, ce qui mine fondamentalement la compétitivité des entreprises européennes. Nous avons troqué notre énergie relativement bon marché en provenance de Russie contre du gaz naturel liquéfié (GNL) extrêmement coûteux en provenance des États-Unis.

Nous sommes ainsi passés d'une dépendance à une autre. En outre, l'Europe se retrouve avec les coûts exorbitants d'une guerre qu'elle ne peut pas gagner et qu'elle a contribué à prolonger.

ISSUE

À l'heure actuelle, Poutine poursuit deux grands objectifs. Premièrement : maintenir l'Ukraine en dehors de l'OTAN. Il s'agit d'une ligne rouge stratégique et d'un moteur de la logique d'usure. Deuxièmement : un « grand bargain » (gros contrat) avec les États-Unis. Il veut conclure un accord d'envergure portant notamment sur l'exploitation du pétrole et des métaux rares, d'une valeur de centaines de milliards de dollars. L'Europe reste les bras croisés et assiste impuissante à cette situation.

Afin de préserver une marge de négociation avec les États-Unis, Moscou évite pour l'instant une escalade extrême. La guerre n'est pas résolue,

mais gérée, tandis que la Russie mise sur le temps et la supériorité numérique.

Une issue possible est le scénario coréen. Cela signifie non pas une véritable paix, mais un conflit gelé. La ligne de front actuelle deviendrait alors une ligne de démarcation. Les deux parties se retireraient de quelques kilomètres pour former une zone tampon démilitarisée. Des garanties de sécurité devraient empêcher une nouvelle escalade.

En soi, ce n'est pas une solution « juste », mais dans une guerre sans scénario réaliste de victoire, cela peut être un moyen d'arrêter l'effusion de sang.

L'EUROPE À UN CARREFOUR

En suivant docilement les États-Unis, l'Europe a, après la chute de l'Union soviétique, manqué l'occasion de construire une structure de sécurité équilibrée dans laquelle la Russie pourrait également trouver sa place. Maintenant qu'elle est délaissée par Washington, une occasion historique se présente de suivre une voie propre et indépendante.

L'Europe est confrontée à un choix historique. Trump et le complexe militaro-industriel poussent à la militarisation du continent européen. Pour l'instant, ils sont entendus : la plupart des dirigeants européens continuent de jurer par une politique de confrontation dure avec Moscou, alors même que Washington y a déjà renoncé.

Cette voie guerrière ne fera qu'accroître les tensions sur le continent européen et compromettra en outre notre prospérité. Les efforts de guerre prévus coûteront aux pays européens des centaines de milliards d'euros, au détriment des pensions, des soins de santé, de l'enseignement et de la transition écologique de l'économie.

L'Europe sera-t-elle enfin capable de suivre une voie propre, indépendante des États-Unis, et de choisir la prospérité ainsi qu'une structure de sécurité équilibrée sur le continent, ou nous laisserons-nous entraîner par la fièvre guerrière ? La réponse à cette question est cruciale pour déterminer l'avenir qui nous attend.

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

UNE PENSÉE POUR AREZKI NABTI

Décédé le 28 avril 1994 suite à une crise cardiaque, à l'âge 68 ans. Arezki Nabti connu pour le nom d'un de ces personnages "Moh Bab El-Oued" est un acteur, grande figure du petit et grand écran algérien, né le 5 mai 1926 à Alger dans le quartier de Belcourt. Issu d'une famille originaire de Ath Ourtilane (Sétif), il vivait à Bologhine (ex Saint-Eugène). Il fut populaire grâce aux films "El Hozzi", "Omar Gatlato", "Les Hors la Loi", "Aïla Ki Nass". On y retrouve dans sa longue filmographie notamment :

1994 Bab El Oued City : Hassan the baker
1992 Deux Femmes
1990 De Hollywood à Tamanrasset : Kojak

1983 Les folles années du twist : Kadour
1977 Omar Gatlato : L'oncle
1971 Les aveux les plus doux (as Arezki Nabti)
1969 Les hors-la-loi
Assistant réalisateur
1992 Deux Femmes (assistant directeur)
1975 Chronique des années de braise (second assistant directeur).
Cela dit, l'artiste Arezki Nabti demeure une grande figure du cinéma algérien. Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans Le Journal des artistes, le 27 avril 2026



CELUI QUI A DÉCIDÉ DE RECOMMENCER

Dans un village traversé par une route rouge de poussière vivait un homme nommé Tchinda.

Tchinda était connu... non pas pour ses réussites, mais pour ses débuts.

Il commençait beaucoup de choses.

Un petit commerce... abandonné.

Une formation... arrêtée.

Un projet... oublié.

Les gens disaient de lui :

« Il aime rêver, mais il ne finit jamais. »

Et avec le temps, Tchinda commença à le croire lui-même.

Un matin de lundi, alors que le village s'éveillait lentement, il s'assit sous un manguier, fatigué de lui-même.

— Peut-être que je ne suis pas fait pour réussir murmura-t-il.

Un vieil homme, qui balayait devant sa case, l'entendit.

Il s'approcha calmement et lui tendit une petite graine.

— Plante-la.

Tchinda fronça les sourcils.

— Une graine ? Ça va changer quoi à ma vie ?

Le vieil homme répondit simplement : — Plante... et reviens me voir chaque lundi.

Sans trop comprendre, Tchinda planta la graine.

Le premier lundi, rien.

Le deuxième lundi, rien.

Le troisième lundi, toujours rien.

Découragé, il retourna voir le vieil homme.

— Tu vois ? Même la terre ne veut rien faire pousser pour moi.

Le vieil homme sourit.

— Et pourtant... tu es revenu chaque lundi.

Tchinda resta silencieux.

Le vieil homme reprit :

— Tu crois que le problème, c'est l'échec. Mais ton vrai problème, c'est que tu abandonnes avant que la vie ne te réponde.

Il posa sa main sur son épaule.

— Cette graine n'est pas spéciale. Ce qui est spécial... c'est ce que tu es en train d'apprendre : rester.

Les semaines passèrent.

Un lundi matin, en arrivant près du manguier... Tchinda s'arrêta net.

Une petite pousse verte avait percé la



terre.

Rien d'impressionnant.

Mais pour lui... c'était une victoire immense.

Il tomba à genoux.

Ce jour-là, il comprit quelque chose qu'aucun échec ne lui avait appris : Ce n'est pas celui qui commence qui réussit...

C'est celui qui continue malgré le silence.

À partir de ce lundi, Tchinda changea.

Il continua.

Même quand c'était lent.

Même quand personne ne regardait.

Même quand il doutait.

Et un jour, sans bruit... sa vie commença enfin à répondre.

Morale

La vie ne récompense pas ceux qui commencent avec enthousiasme... mais ceux qui continuent avec discipline.

Les résultats ne sont pas toujours visibles au début, et le silence peut sembler long... mais chaque effort sincère travaille en profondeur.

Celui qui abandonne trop tôt confirme ses doutes.

Celui qui persévère, même sans garantie, finit par transformer une simple graine en réalité vivante.

Ne méprise pas les petits commencements.

C'est dans la répétition, la patience et la constance que se construit un destin solide.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 27 avril 2026.

HOMMAGE À UNE ARTISTE ÉMÉRITE

Décédée le 9 août 2020 à l'âge de 99 ans. Nouria Kazdarli, de son vrai nom Khadidja Benaïda, est née en 1921 à Ammi Moussa dans la wilaya de Tiaret. Elle était l'une des grandes figures du théâtre et du petit écran algérien.

Elle était l'une des grandes figures du théâtre, du cinéma et du petit écran algérien. Elle avait souvent interprété le rôle d'une mère au foyer typiquement algérienne avec sa nature simple et ses traditions patriarcales.

Elle fait ses débuts dans le 4e art en 1945, lorsque son époux, le défunt Mustapha Kazdarli- une des grandes figures du théâtre algérien- et ses amis comédiens lui demandent de remplacer une actrice absente, ainsi elle intègre le théâtre algérien en interprétant le rôle de mendicante devant Abderrahmane Aziz.

Cependant, sa carrière est aussitôt retardée par son mari qui refusait l'idée de la voir devenir comédienne, mais Nouria renoue avec la scène, en intégrant en 1963 une troupe composée de Kelthoum, Habib Redha et d'autres comédiens à l'Opéra d'Alger (TNA actuellement), sous les encouragements de l'artiste et réalisateur Mustapha Badie, chapeauté par Mahieddine Bachtarzi. Tout au long de sa carrière prolifique de plus de 60 années d'expériences, la regrettée a évolué aux côtés de grands noms du théâtre et de la télévision algérienne, à l'instar de Farida Saboundji, Chafia Boudraa, Rouiched et Hassan El Hassani avec lequel elle est partie en tournée en France durant les années 1950.

Outre Mustapha Badie avec lequel elle a fait plusieurs feuilletons pour la radio et la télévision, Nouria avait travaillé avec de grands réalisateurs algériens dans le cinéma et la télévision, à l'instar de Omar Bakhti, Moussa Haddad et Hadj Rahim.

Elle a joué dans plus de 200 pièces de théâtre, 160 téléfilms et 4 longs métrages.

Parmi ses grands rôles cinématographiques, la défunte a excellé dans les films « Khoudh maatak Allah » (prends ce que Dieu Te donne) (1981), « La nuit a peur du soleil » (1964) et « Les enfants de la Casbah » (1963).

Pour ce qui est de ses œuvres les plus connues à la télévision, il y a lieu de citer le feuilleton « Al massir », (Le destin) (1989) et les sketches 3La bru et la belle-mère », « Elle et lui » et « Khalti H'nifa » lors du Ramadhan.

Au théâtre, la défunte a interprété plusieurs rôles notamment dans les pièces « Les fusils de la mère Kerrar », « L'exception et la règle », « Rose rouge », « L'ogresse » et « La Maison de Bernarada Alba ».

Nouria qui n'a jamais été à l'école, était une véritable école qui a contribué, aux côtés de Kelthoum, à changer le regard des réalisateurs et de la société vis-à-vis de la présence de la femme au théâtre, d'autant que les rôles féminins, jadis, étaient interprétés par des hommes, mais ces deux grandes artistes avaient réussi à ouvrir la voie à plusieurs jeunes comédiennes.

A travers son adhésion au théâtre national en 1963, l'interprétation féminine a été fortement boostée. Ainsi, Nouria devient une icône du quatrième art algérien, surnommée « Fleur du théâtre algérien ».

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans Le Journal des artistes, le 26 avril 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:23	12:45	16:31	19:35	21:04

AUDIENCE AU PALAIS DU GOUVERNEMENT

LE PREMIER MINISTRE REÇOIT LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a reçu, lundi à Alger, le ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, M. Elmedin Konakovic, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Les entretiens, tenus au Palais du gouvernement, ont permis aux deux parties d'évoquer "l'état et les perspectives des relations entre les deux pays, et de réaffirmer leur volonté commune de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment à travers la consolidation du cadre institutionnel des relations et la relance des mécanismes de coopération bilatérale", précise le communiqué.

Ils ont également porté sur "les voies et moyens de promouvoir la coopération économique et les échanges

commerciaux entre les deux pays, notamment à travers l'intensification des contacts entre les hommes d'affaires des deux pays et leur accompagnement en vue d'établir des partenariats bilatéraux, permettant de tirer parti des opportunités offertes par les réformes économiques globales initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue d'améliorer le climat des affaires en Algérie", selon la même source.

RA



RÉGULATION DE LA COMMERCIALISATION DES MÉDICAMENTS EN PHARMACIES

KOUIDRI SE RÉUNIT AVEC LE CNOP

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, lundi, le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (CNOP), M. Noureddine Mettoui, accompagné des membres du Conseil, à sa demande, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a constitué l'occasion d'examiner les préoccupations professionnelles liées à l'activité pharmaceutique, notamment les mécanismes à même

de réguler la commercialisation des médicaments au niveau des pharmacies, garantissant ainsi leur disponibilité aux patients dans des conditions sûres, ajoute la même source.

Les deux parties ont également évoqué la demande d'accompagnement du ministère de l'Industrie pharmaceutique au CNOP dans une mission de travail en République du Tchad, dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite officielle effectuée en Algérie par le président de la République du Tchad,

M. Mahamat Idriss Déby Itno, à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

A l'issue de la rencontre, M. Kouidri a affirmé l'engagement du secteur à poursuivre le travail dans le cadre de la coordination et de la concertation permanentes avec les différents partenaires professionnels, conclut le communiqué.

RA

ENERGIE ÉLECTRIQUE

ADJAL DONNE LE COUP D'ENVOI DU PROJET DE RÉALISATION D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE À TÉBESSA

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé lundi, dans la wilaya de Tébessa, le lancement officiel des travaux de réalisation d'une centrale de production d'électricité d'une capacité de 1406,017 MW, classée comme la deuxième plus grande infrastructure du genre à l'échelle nationale.

"Cette infrastructure est d'une importance capitale pour le système électrique national, étant la deuxième plus grande centrale en termes de capacité au niveau national", a souligné le ministre dans une déclaration à la presse sur le site du projet, situé dans la zone d'"Argoub El Asfar" (commune d'El Aouinet) et s'étendant sur une superficie de 40 hectares, ajoutant que l'objectif de sa réalisation est "d'opérer un saut qualitatif dans le secteur de l'énergie afin de répondre à la demande croissante, sécuriser le réseau national et accompagner la dynamique de développement global".

M. Adjal, qui était accompagné du wali de Tébessa, Ahmed Belhaddad, a précisé que cette nouvelle centrale s'appuiera sur "les technologies mondiales les plus avancées pour garantir une haute efficacité, contribuant directement à l'économie d'énergie

et au renforcement de l'approvisionnement dans la région".

Elle jouera également un "rôle vital" dans l'amélioration des infrastructures et des services de base.

Il a souligné que la technologie à cycle combiné (gaz naturel et vapeur) utilisée dans cette centrale est une technique de production d'électricité sophistiquée, combinant turbines à gaz et turbines à vapeur pour générer une énergie supplémentaire à partir du même combustible.

Cela permettra de réaliser une économie de 30% sur la consommation de carburant (gaz naturel ou gasoil).

Il a précisé que cet ouvrage énergétique assurera l'approvisionnement de la wilaya de Tébessa ainsi que de plusieurs autres wilayas du pays dès sa mise en service.

Dans le même contexte, le ministre a déclaré : "Étant donné que Tébessa est une wilaya frontalière, nous ambitionnons, à l'avenir, d'exporter cette énergie électrique", ajoutant que la gestion de cette centrale sera assurée par des compétences algériennes.

Selon la fiche technique du projet, doté d'une enveloppe financière de 184,09 milliards de DA, la réalisation de cette infra-

structure a été confiée au groupe Sonelgaz-Production de l'électricité, en coordination avec l'entreprise chinoise "CNEEC" (China National Electric Engineering Co.), pour un délai d'exécution de 48 mois.

Le projet permettra de créer 1 500 postes d'emploi durant la phase de réalisation et 500 autres durant la phase d'exploitation, en plus de renforcer la formation et le transfert de savoir-faire dans ce domaine.

Par ailleurs, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables a indiqué que la wilaya de Tébessa enregistre un taux de couverture en électricité de près de 99%, tandis que le taux de couverture en gaz a dépassé les 77%, des chiffres qu'il considère parmi les plus élevés à l'échelle nationale.

Il a, enfin, ajouté que plusieurs projets ont été programmés dans la wilaya pour l'année 2026, ce qui devrait porter le taux de couverture en gaz à 80%.

D'autres projets sont également prévus, tels que l'installation de panneaux solaires pour les habitations isolées et éloignées du réseau électrique.

RE

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

DJELLAOUI INSTRUIT DE LEVER TOUS LES OBSTACLES POUR GARANTIR LE LANCEMENT EFFECTIF DU PROJET

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a instruit, lundi, de lever tous les obstacles "dans les plus brefs délais", afin de garantir le lancement effectif de la réalisation du projet stratégique de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset et d'accélérer le rythme de réalisation de la route transsaharienne.

Les instructions du ministre ont été données lors d'une séance de travail consacrée à l'examen de la situation de la route transsaharienne et de l'état d'avancement des préparatifs du lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset via ses tronçons reliant Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa, In Salah et Tamanrasset, en présence de cadres de la Direction centrale, du secrétaire général du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), en sus des directeurs des travaux publics des wilayas du Sud concernées, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette séance, les responsables du secteur au niveau des wilayas ont présenté des exposés techniques détaillés sur la situation des différents tronçons de la

route transsaharienne, mais aussi sur l'état d'avancement des travaux d'entretien, de modernisation et de mise à niveau.

Ils ont également exposé les contraintes enregistrées sur le terrain et présenté un bilan global des projets inscrits dans un programme visant à améliorer la performance de cet axe stratégique et à en assurer la durabilité.

La réunion a, par ailleurs, abordé la coopération établie avec la République du Tchad, dans le cadre de la coopération technique relative à la réalisation de la route transsaharienne, ce qui reflète la dimension régionale de ce projet et son importance dans le renforcement de la connectivité continentale.

Par ailleurs, le ministre a souligné la nécessité "d'accélérer le rythme des travaux et d'achever les projets dans les délais impartis, tout en assurant un suivi de terrain rigoureux, afin de garantir la qualité et le respect des échéances", soulignant "l'importance stratégique de cette route pour le soutien au développement national et le renforcement de la connectivité entre les différentes régions

du pays".

S'agissant de la préparation du lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, le ministre a évoqué les préparatifs en cours supervisés par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), en coordination avec les walis et les directeurs des travaux publics des wilayas concernées par le projet, à travers ses tronçons reliant Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa, In Salah et Tamanrasset, en vue de surmonter et de traiter l'ensemble des contraintes sur le terrain, notamment celles liées à la libération des emprises et au déplacement des différents réseaux, en prélude au lancement effectif des travaux.

Dans ce cadre, un exposé détaillé a été présenté sur l'état d'avancement des travaux de libération des emprises relatives à ce tronçon. M. Djellaoui a, à cette occasion, donné "des instructions fermes" en vue de "lever tous les obstacles dans les plus brefs délais, afin de garantir le démarrage effectif de la réalisation de ce projet stratégique", selon le communiqué.

RE